

REVUE  
DE LA

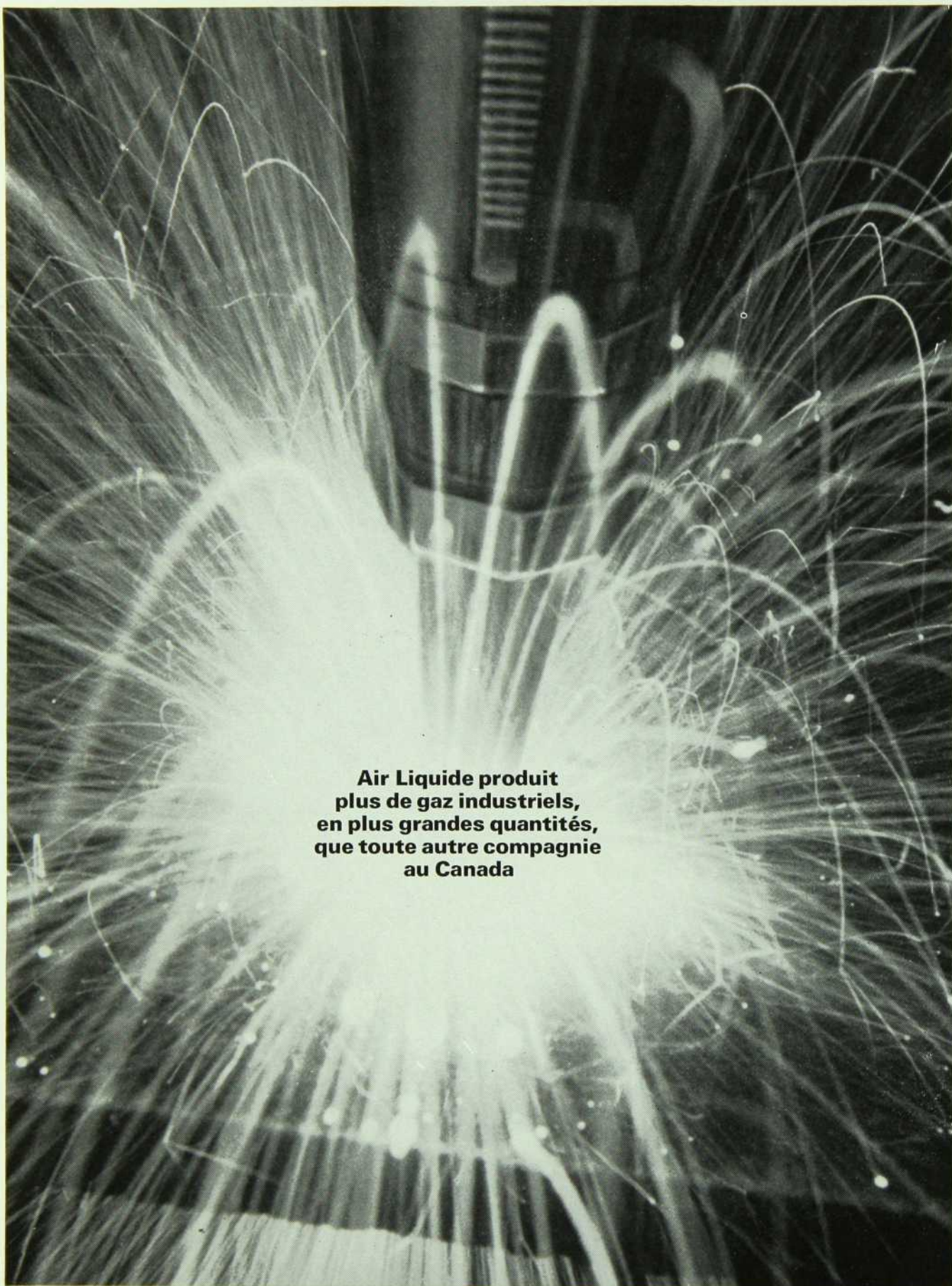
CHAMBRE DE COMMERCE

# française

AU CANADA

AVRIL 1971, No 617





**Air Liquide produit  
plus de gaz industriels,  
en plus grandes quantités,  
que toute autre compagnie  
au Canada**

**AIR LIQUIDE CANADA**   
PREMIERS DANS LE MONDE DES GAZ INDUSTRIELS  
4935 est, rue Beaubien, Montréal 409, Qué.

# REVUE

DE LA

## CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE

AU CANADA

Avril 1971, No 617

La conjoncture au Canada .....	H.M.	3
La coopération économique franco-québécoise .....	P. L. Labadie	5
Notre assemblée annuelle et rapport d'activité .....		13
L'industrie de la décision .....	R. Lattès	17
La bourse .....		23
Bilan de la Chambre .....		25
News from Toronto .....		27
Le Canada présent à deux salons en France en 1971 .....		29
Salvator Dali et les affiches touristiques de la S.N.C.F. ....		33
Demandes d'emploi .....		34
Nouvelles de France et du Canada .....		35
Propositions d'affaires / Trade Opportunities .....		41
Notre carnet .....		43

### LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA

1080, Côte du Beaver Hall, Bureau 826  
Montréal 128, Qué.  
Tél. : 866-2797-98

Adresse télégraphique : Gallia Montréal

#### PUBLICITÉ

##### Canada

M. Guy Dorval  
3422 Durocher, Montréal  
Tél. : 849-6466

##### France et autres pays

Mme M. Quédrue  
Secrétariat de la Chambre

La Revue est publiée tous les deux mois par  
La Chambre de Commerce Française au Canada

Tirage : 5000 exemplaires

Prix : le numéro \$0.75

Abonnement annuel : Canada \$4.00

France et autres pays : \$8.00

**Affranchissement en numéraire  
au tarif de la troisième classe**

Permis No 10.015

Port de retour garanti

Dépôt légal 1er trimestre 1971

Imprimée par

**PIERRE DES MARAIS INC.**  
6125 Côte de Liesse, Saint-Laurent 377 - 735-6271

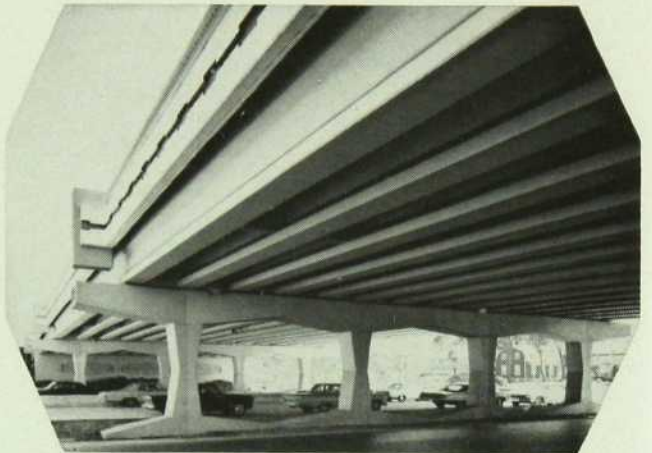
Couverture : Le grand théâtre de Québec

# À la grandeur du Québec!

Un Québec en pleine expansion a besoin de matériaux à la hauteur de la tâche. Le ciment "Canada-Lafarge" produit toute la gamme des bétons nécessaires à la construction d'un Québec solide et diversifié. Que l'architecture soit esthétique ou pratique, élancée ou sobre, le béton fait de ciment "Canada-Lafarge" donnera les résultats que vous êtes en droit d'attendre d'un béton de qualité supérieure.

Veillez communiquer avec notre bureau régional des ventes pour tous vos besoins de ciment et pour recevoir la documentation gratuite et les renseignements techniques que nous tenons à votre disposition.

- 1 — Viaduc Roi-René, Ville d'Anjou, Qué. *Architecte:* Ministère de la Voirie. *Ingénieurs-conseil:* Brouillet, Carmel, Fyen, Jacques. *Béton préfabriqué et précontraint:* Francon Ltée.
- 2 — Église Sainte-Colette, Montréal, Qué. *Entrepreneur général:* Pisapia Construction Inc. *Maçonnerie:* Costa Construction Ltée. *Béton préfabriqué et béton préparé:* Francon Limitée.
- 3 — Place Radio-Canada, Montréal, Qué. *Architecte:* Gérard Léger. *Ingénieurs en structure:* Brouillet, Carmel & Boulva. *Entrepreneur général:* Janin Foundation. *Béton préparé:* Francon Limitée.
- 4 — Hewitt-Robins (Canada) Ltd., St-Laurent, Qué. *Entrepreneur général:* Loren Construction Co. Ltd. *Panneaux préfabriqués et béton préparé:* Francon Limitée.
- 5 — Sicard Inc., Ste-Thérèse, Qué. *Architecte:* Henry L. Pomey. *Entrepreneur général:* Janin Construction Ltée. *Murs et couverture béton cellulaire préfabriqué:* Siporex, div. de Domtar Construction Materials Ltd.



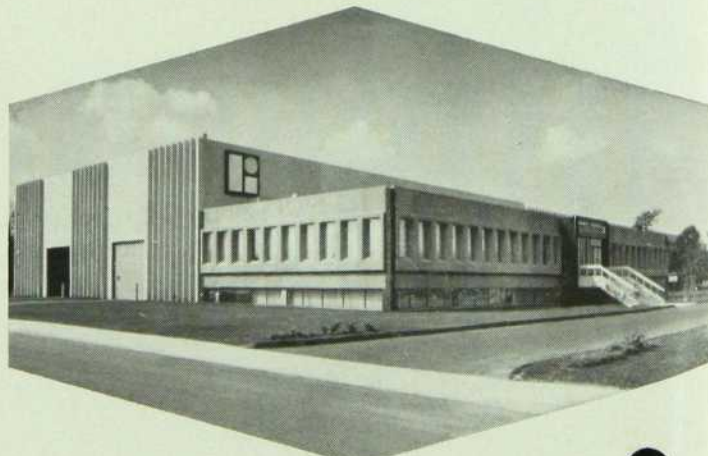
1. Viaduc Roi-René, Ville d'Anjou, Qué.



2. Église Sainte-Colette, Montréal, Qué.



3. Place Radio-Canada, Montréal, Qué.



4. Hewitt-Robins (Canada) Ltd., St-Laurent, Qué.

5. Sicard Inc., Ste-Thérèse, Qué.



## Ciments Canada Lafarge Ltée

**Direction régionale:** 620 o., boul. Dorchester,  
Montréal 101, Qué. Tél.: (514) 861-0941

**Siège social:** 606, rue Cathcart, Montréal 111, Qué.

## LA CONJONCTURE AU CANADA

*En ce début d'année, on décèle quelques indices de reprise. La demande de biens et de services tend en effet à se raffermir dans plusieurs secteurs. La production industrielle a augmenté de manière sensible au début de l'année.*

*Le climat général, en particulier le chômage, n'incite guère les consommateurs à se départir d'une attitude prudente. Toutefois, les ventes de certains produits durables, qui ont fléchi de manière sensible l'an dernier, se sont redressées tout récemment, stimulées par le crédit plus facile, une meilleure stabilité des prix et la reprise dans la construction résidentielle. Les mises en chantier, au quatrième trimestre de 1970, marquent en effet un accroissement de 45% et de 60% au Canada et au Québec respectivement, par rapport à la période correspondante de 1969. Cette évolution favorable s'est poursuivie depuis le début de l'année et continuera au cours des prochains mois, soutenue par l'abaissement des taux hypothécaires et par les fonds du gouvernement fédéral.*

*La politique des autorités fédérales reste modérément expansionniste : déficit budgétaire, augmentation des dépenses d'environ 7% pour l'exercice 1971-72, accroissement de la masse monétaire, baisse du loyer de l'argent. Les liquidités des banques se sont accrues, et les taux des prêts privilégiés ont été abaissés, la politique de prêts est plus libérale. Le budget fédéral qui sera présenté en mai devrait donner des indications précises sur l'orientation de la politique monétaire et fiscale d'Ottawa.*

*On ne peut envisager qu'un redressement très modéré des investissements car la plupart des entreprises travaillent toujours très en-dessous de leur capacité et la baisse de leurs profits, l'an dernier (moins 6.2%) a réduit leur capacité d'autofinancement. Par contre, les exportations continueront probablement d'être le moteur de l'activité, mais à un degré moindre qu'en 1970.*

*Bien que les prix soient plus ou moins stabilisés depuis quelques mois, les risques d'inflation restent présents. Au delà d'un certain seuil l'abaissement des taux d'intérêt et l'augmentation de la masse monétaire nourrissent l'inflation. De plus, l'inflation des coûts a bien des chances de se maintenir, étant donné les importantes hausses de salaires prévues pour cette année avec le renouvellement des conventions collectives de travail.*

*On ne peut guère espérer une diminution très sensible du chômage pendant les prochains mois, sauf si l'amélioration de la conjoncture devait être considérable au deuxième semestre : c'est peu probable. Les États-Unis sortent lentement d'une véritable récession: le produit national brut et le revenu, per capita, y ont légèrement diminué en 1970. Leur influence habituelle et considérable sur l'économie canadienne ne semble donc pas devoir être très positive dans un avenir prochain.*

**PLUS QUE CENTENAIRE EN FRANCE,**

**LA**

# **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

La seule Banque de Dépôts Française aux États-Unis

***vous offre dans ses deux succursales de New York***

- **Succursale Principale : 66 Wall Street, New York 10005 - 269-4600**
- **Rockefeller Center : 15 West 50th Street, New York 10020 - 581-9630**

**un service bancaire complet et notamment :**

Transferts de fonds aux États-Unis et à l'étranger ;

Chèques de voyage, comptes de chèques, comptes d'épargne, etc.

# LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE FRANCO-QUÉBÉCOISE

par Pierre Louis LABADIE

*Monsieur Pierre Louis Labadie, Conseiller Commercial de France à Montréal, était le conférencier invité d'honneur de notre Chambre à l'occasion du déjeuner qui suivit notre Assemblée Générale annuelle du 2 mars. C'est devant un auditoire particulièrement attentif de près de 200 personnes que Monsieur Pierre Louis Labadie exposa les résultats et perspectives de la Coopération Economique Franco-Québécoise.*

*Nous reproduisons intégralement ci-après le texte de l'exposé de Monsieur Pierre Louis Labadie.*



M. Pierre Louis Labadie

J'ai lu récemment une étude réalisée par les élèves d'une de nos grandes écoles de Commerce et intitulée "Pour une action concertée en matière d'exportation", où étaient analysées les forces et les faiblesses de notre commerce extérieur.

Pour ne pas rompre avec une tradition bien établie, l'intervention des conseillers commerciaux français à l'étranger y est jugée assez sévèrement — on leur reproche leur comportement de fonctionnaire — ce qui, dans l'esprit des rédacteurs n'est certes pas un compliment — l'imprécision des renseignements commerciaux que leurs services fournissent, la médiocrité de l'assistance apportée localement aux exportateurs et bien d'autres choses encore.

Bref, c'est l'habituelle "volée de bois vert" que nous savons accueillir avec sérénité.

Mais là où l'affaire se corse, c'est que l'activité des Chambres de Commerce Françaises à l'étranger n'a pas échappé à la critique des enquêteurs — on les accuse de se préoccuper davantage des intérêts de leurs membres que de servir la cause de l'expansion commerciale française et surtout, de ne pas apporter un appui efficace aux postes commerciaux.

Eh bien ! Monsieur le Président, c'est là un reproche auquel les services économiques français au Canada — et je suis sûr que Monsieur Trocmé partage mon avis — ne s'associeront pas.

Le rapport d'activités que vous venez de présenter à votre Assemblée générale prouve, s'il en était besoin, que la Chambre de Commerce Française au Canada a, sous votre houlette, considérablement développé ses interventions, progressé de façon décisive dans la voie de l'autonomie financière réalisant ainsi le plan de réformes et de croissance mis au point par votre prédécesseur, le Président Jalabert, et ceci en parfaite coopération, n'en déplaise à nos communs détracteurs, avec les services d'expansion économique au Canada.

Ces brillants résultats nous les devons à votre direction, toujours courtoise et efficace, au dévouement de

Monsieur Namy et de ses collaborateurs, et enfin à la compréhension de votre Conseil d'Administration où Canadiens et Français intimement mêlés savent, toujours dans la bonne humeur, soutenir votre action et celle du Directeur général pour la promotion des échanges commerciaux entre la France et le Canada.

Qu'il me soit permis de vous dire publiquement toute notre reconnaissance pour le soutien précieux que vous nous apportez et de vous exprimer tous les voeux de l'équipe de l'Expansion Économique au Canada pour votre réussite et celle de toute la Chambre de Commerce dans l'exercice du nouveau mandat qui vient de vous être confié.

Après ce juste tribut payé aux activités de votre compagnie, il me faut bien entrer dans le vif de mon sujet — En vérité, parler de la Coopération Économique franco-québécoise n'est pas chose aisée, car certains se choquent de sa limitation au Québec, ce qui leur paraît avoir un relent d'hérésie, tandis que d'autres se montrent sceptiques sur sa portée, bien peu, au demeurant, étant réellement au courant de ses réalisations.

Au surplus, dans l'esprit de beaucoup, la coopération économique est assimilée à la réalisation d'investissements. Or, ce n'est un secret pour personne, il n'y a pas eu ces deux dernières années d'investissement majeur d'entreprises françaises au Québec, et on en conclut, un peu hâtivement, à l'inutilité des efforts entrepris de part et d'autre et à leur échec total — C'est là une simplification que je qualifierai d'abusives et j'espère que les précisions que je vais vous apporter vous en convaincront.

Tout d'abord, on doit admettre que ces deux dernières années, la conjoncture économique n'a guère été favorable — Les affaires françaises n'ont certes pas eu le monopole des annonces d'investissements non réalisés. Cependant, l'intérêt manifesté par nos grandes entreprises a bien été réel, je puis vous l'affirmer.

Les projets évoqués par la grande presse, et dévoilés le plus souvent alors qu'ils n'en étaient qu'au stade des premiers contacts — ce qui non plus ne pouvait faciliter les choses — ont été étudiés avec soin qu'il s'agisse de l'aluminium, du pétrole, des avions, de l'électronique ou même des pneumatiques. Qu'ils n'aient pas été menés à terme pour le moment ne veut pas dire qu'ils aient été abandonnés et vous savez bien que des investissements de l'importance de ceux qui ont été en-



MM. P. Cormier, Directeur Adjoint, Informatech France-Québec, R. Lette, C.R., Avocat, membre du conseil d'arbitrage de notre Chambre, G. Bubendorff, membre du conseil de notre Chambre, Directeur général de S.F.C.I. Ltée, J. Labonté, Sous-Ministre Adjoint, Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec.



MM. Y. Michaud, Commissaire Général à la Coopération, Ministère des Affaires Inter-Gouvernementales, Pierre de Menthon, Ministre Plénipotentiaire, Consul Général de France à Québec, P. L. Labadie, Conférencier et invité d'honneur, Conseiller Commercial de France à Montréal.

visagés ne se concrétisent pas en un jour. Ils obéissent en outre à des considérations de marché ou de politique globale des entreprises sur lesquelles les gouvernements n'ont que peu de prise. Car c'est là un fait qui a été souvent oublié — l'économie du Québec et celle de la France sont des économies libérales et la plupart du temps, les gouvernements ne peuvent faire plus que faciliter les contacts ou créer des conditions favorables par diverses incitations d'ordre économique telles que subventions, crédits d'impôts, etc.

Enfin, la réalisation progressive du Marché Commun a entraîné chez nos entreprises de premier rang un effort de concentration et de diversification qui a mobilisé toutes leurs énergies. Elles ont dû également surmonter, durant toute cette période, les effets de la crise de mai 1968 et subir les conséquences des restrictions monétaires imposées par ces événements — Vous connaissez d'ailleurs les heureux résultats du plan de redressement de Monsieur Giscard D'Estaing, et la nouvelle vigueur dont fait preuve l'économie française dans son ensemble. Il est donc permis de penser que ces difficultés étant surmontées, certaines des opérations envisagées redeviendront à nouveau d'actualité.

En fait, nous étions bien conscients de cette situation, et nous avons recherché les moyens de créer des liens entre les deux économies par une meilleure connaissance réciproque, afin de préparer le terrain à des développements ultérieurs souhaités par les deux parties — Pour cela nous avons utilisé deux voies: celle de la coopération avec la Société Générale de Financement et celle de la Coopération Technique.

La Société Générale de Financement est, comme vous le savez, une société d'économie mixte où s'associent des capitaux fournis par le Gouvernement du Québec et diverses institutions financières publiques ou privées dans le but de promouvoir le développement économique de la Province. Si les grandes lignes de son organisation et la nature de ses interventions sont bien connues de tous, je ne crois pas que l'on sache bien clairement la part que les intérêts français ont accepté d'occuper dans cette entreprise.

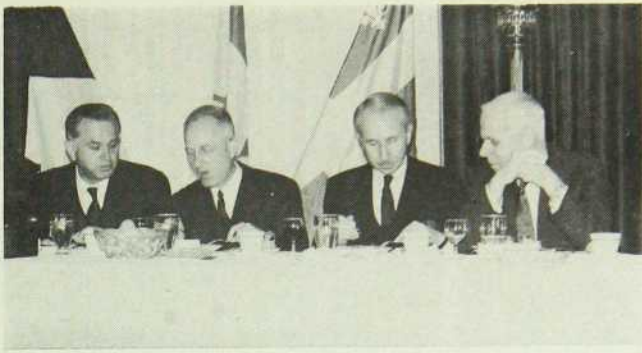
Dès sa création, un groupe de banques françaises à savoir la Banque de Paris et des Pays-Bas, le Crédit Commercial de France, la Banque de l'Union Européenne, et la Banque Nationale de Paris (dont la Société Financière pour le Commerce et l'Industrie de Montréal est une filiale) ont souscrit, en capital, un montant de \$400 000.

En 1968, cette première participation était augmentée de 2 millions de dollars versés par les banques déjà citées auxquelles s'ajoutèrent d'autres organismes français tels que le Crédit National, la Banque Française du Commerce Extérieur, le Crédit Agricole, la Société Générale, le Crédit Lyonnais, etc... et surtout la Caisse des Dépôts et Consignations qui, à elle seule, a souscrit à ce moment-là un million de dollars.

Enfin, en 1969, lorsque la Société Générale de Financement fit un nouvel appel de fonds, ces mêmes sociétés acceptèrent d'y répondre en souscrivant près d'un million 200 000 dollars, malgré, et ceci est à signaler tout particulièrement, les difficultés d'ordre monétaire que connaissait alors notre pays. Aucune publicité ne fut alors donnée, et ce pour des raisons évidentes, à cette opération qui constituait, vous en conviendrez, compte tenu des circonstances, une belle preuve de confiance dans l'action entreprise par la S.G.F. et qui confirmait l'intérêt que les institutions françaises portaient au Québec...

C'est donc, au total, 3 646 000 dollars que les institutions françaises ont apporté à la S.G.F. sous forme d'actions (2 591 000 dollars) et d'obligations (1 055 000 dollars).

Par rapport au capital global de la S.G.F. de 39 765 620 dollars, la participation française en capital-actions peut paraître relativement faible mais son impact peut être mieux apprécié lorsque l'on sait que déduction faite de l'apport du gouvernement du Québec soit 20 millions de dollars, elle représente 13,1% des actions ordinaires et privilégiées souscrites par les autres participants au capital et est supérieure au montant des actions souscrites par le public qui n'atteignent que 1 286 390 dollars.



MM. P. Le Godec, Président de notre Chambre, E. Coïdan, Consul général de France à Montréal, J. Trocmé, Conseiller Economique et Commercial près l'Ambassade de France à Ottawa, B. Lechartier, Ancien Président de notre Chambre, Président du Conseil du Crédit Foncier Franco-Canadien.



MM. M. Degoutin, Conseiller Commercial de France à Toronto, D. J. Griffiths, Vice-Président et Directeur général régional de la Banque de Commerce Canadienne Impériale, M. Baron, membre du conseil d'administration de notre Chambre, Représentant au Canada Air France, J.-P. Semeillon, membre du conseil d'arbitrage de notre Chambre, Directeur de Marcel Didier (Canada) Ltée.

Parallèlement à cette participation en capital, des firmes françaises s'associaient avec la Société Générale de Financement pour la création d'entreprises nouvelles ou de prises d'intérêts communs.

Ces interventions sont au nombre de 3 et je vais brièvement tenter de faire le point de chacune de ces affaires.

Il y a tout d'abord la prise de contrôle de la compagnie Donohue Ltée, effectuée en commun par la S.G.F. et la Société Française Cellulose du Pin — Les deux parties détiennent ensemble plus de 50% du capital de Donohue soit 3,200,000 dollars pour la Cellulose du Pin. Cette dernière apporte au Conseil de la société, sa connaissance des problèmes techniques de la fabrication du papier permettant ainsi à la S.G.F. de mieux orienter les activités de sa filiale. Les résultats sont bons puisque les comptes de l'année 1970 sont bénéficiaires, ce qui constitue une performance assez exceptionnelle dans un secteur en dépression.

C'est ensuite la création de l'usine de la SOMA pour le montage des automobiles Renault au Québec — On connaît le schéma de l'opération — la SOMA est une filiale à 100% de la S.G.F., et livre les automobiles montées à Renault Canada qui s'est engagée, et a effectivement procédé au développement de son réseau commercial au Canada en concordance avec les augmentations de production prévues.

Les risques de l'entreprise étaient de taille puisqu'il fallut créer de toutes pièces une industrie nouvelle, augmenter la part relative du marché déjà obtenue par Renault, et réaliser l'ensemble de l'opération dans un climat de concurrence aiguë, avec une protection douanière faible.

Les premières années de la SOMA ont été difficiles et les résultats sont pour le moment largement déficitaires — Mais il semble que les maladies de jeunesse soient terminées et pendant la durée du premier contrat de montage, la production de voitures est passée de 4 000 à l'origine à 10 000 en 1970, l'usine employant plus de 300 ouvriers spécialisés.

Le nouveau protocole d'accord, mis au point récemment, prévoit une production de 14 400 voitures en 1971, dont une partie sera destinée au marché de la Côte Nord-Est des États-Unis.

La Régie Renault s'engage à assurer la rentabilité du capital investi par la S.G.F. dans SOMA, et poursuivra la réalisation du plan d'incorporation de pièces locales, soit dans les voitures montées par la SOMA soit par exportation vers la France. À ce titre, les achats de pièces locales s'élèveront dès 1970 à 6 millions de dollars, et il est prévu que ce chiffre sera porté à 15 millions de dollars en 1973 lorsque la production de l'usine SOMA aura alors atteint 20 000 voitures par année.

Certes, il faut encore s'attendre à certaines difficultés — toute entreprise industrielle en secteur concurrentiel en connaît — Mais la Régie Renault et la SOMA ont appris à travailler en commun et je suis persuadé, connaissant la bonne volonté des deux parties, que les obstacles qui pourraient survenir seraient surmontés.

CEGELEC Industries représente la troisième intervention commune de la S.G.F. et d'intérêts français. Elle est à plusieurs égards exemplaire.

En effet, ici encore, il s'agit de la création d'une industrie nouvelle: celle d'isolateurs et d'appareillage électrique, dans laquelle s'associent, à 50% chacune, la S.G.F. et le groupe français de la Compagnie Générale d'Électricité C.G.E. avec un capital global de 2 millions de dollars.

L'équilibre financier de l'opération a été atteint dès la 3ème année, et les pertes initiales ont été entièrement résorbées, les comptes de CECELEC laissant apparaître des bénéfices dès l'exercice 1968 — tandis que le chiffre d'affaires était porté en cinq ans de 2 millions de dollars à plus de 10 millions de dollars et que le personnel passait de 60 à 260 personnes, dans le même laps de temps.

Je pense que CECELEC donne l'exemple d'une gestion sage et bénéfique, accompagnée d'une diversification de fabrications puisque aux isolateurs du début sont venus s'ajouter la fabrication de disjoncteurs et de sec-

tionneurs de lignes et que l'usine a respecté ses engagements d'inclusions de pièces locales qui atteignent maintenant 50% de la production.

Enfin, pour compléter ce tableau rapide des participations françaises aux activités de la S.G.F., j'ajouterais que les sociétés Neyrpic et Alsthom ont cédé à Marine Industries, leurs licences de fabrication de turbines et d'alternateurs hydrauliques — Ce secteur représente maintenant environ 1/3 de la production totale de Marine Industries et occupe près de 500 ouvriers.

Il me reste maintenant à vous parler de la coopération technique à caractère économique entre la France et le Québec dont l'importance et l'efficacité augmentent d'année en année comme vous pourrez aisément vous en rendre compte.



M. Pierre Le Godec, Président de notre Chambre, présentant le conférencier invité d'honneur M. P. L. Labadie.

Cette coopération est fondée sur un accord intervenu le 1er avril 1964 entre le gouvernement du Québec (représenté alors par le Ministère de l'Éducation dirigé par Monsieur Gérin Lajoie) et l'Association pour l'Organisation des Stages Techniques en France connue sous le nom de l'A.S.T.E.F.

Madame Scrivener, Directeur Général de cette association, ayant déjà eu l'occasion de vous décrire ses activités, je me contenterai de rappeler les grandes lignes des mécanismes de coopération mis sur pied.

Tout d'abord, il convient de noter que cette coopération est originale, dans la mesure où elle s'est établie entre deux partenaires à économie industrielle évoluée, où le Québec participe à son financement (sur la base d'1/3 des dépenses, les 2 autres tiers étant financés par la France) et où toutes les décisions de travail sont

prises sur une base strictement égalitaire, dans le cadre soit d'une sous-commission mixte pour les opérations générales soit du Conseil d'Administration dans le cas particulier du Centre de Documentation.

Elle se réalise pratiquement par l'organisation:

- 1 — de stages de Québécois en France s'adressant en principe à des ingénieurs ou des cadres technico-économiques ayant déjà une formation pratique mais pouvant s'étendre, dans les cas de participation à la formation professionnelle de cadres d'entreprises, à des cadres de maîtrise, et dans un cas bien particulier, celui de l'Université de Sherbrooke, à des jeunes diplômés (maîtrise en administration).
- 2 — de stages de Français au Québec intéressant des candidats de niveau équivalent à celui demandé aux Québécois.
- 3 — de missions d'industriels et d'experts dans les deux sens allant de la mission individuelle de contact technique (par exemple fabrication des compteurs d'eau) à la mission d'information générale par secteur technique (par exemple électronique, industrie laitière, etc...)

Depuis l'origine, et selon les chiffres du Ministre des Affaires Intergouvernementales du Québec, plus de 1100 personnes ont ainsi bénéficié de cette coopération bi-latérale — Plus de 700 Québécois se sont rendus en France, et 420 Français se sont rendus au Québec.

Je citerai, à cet égard, l'existence de Quéfratec, association franco-québécoise qui réunit au Québec les anciens stagiaires ou missionnaires de la coopération technique. Quéfratec comprend 660 membres qui se répartissent de la façon suivante, entre les différents chapitres locaux:

— chapitre de Montréal	318
— chapitre de Québec	230
— chapitre de Sherbrooke	81

auxquels s'ajoutent 31 membres inscrits mais résidant hors de la province. 660 membres sur 700 anciens stagiaires ou missionnaires, voilà un bel exemple de fidélité qui permet de penser que l'expérience du séjour en France a été enrichissante et que les liens qui se sont ainsi établis ont été appréciés.

Dans le même ordre d'idées, l'action poursuivie par le Centre de Diffusion de la Documentation Scientifique Française au Québec est également très encourageante. Ce Centre, que nous appelons maintenant Informatech, est installé à la Place Bonaventure dans des locaux fonctionnels et agréables. Son audience ne cesse de se développer et la progression de ses activités n'est, en fait, freinée que par le volume des moyens financiers que nous pouvons mettre à sa disposition — Avec un effectif de 8 personnes, Informatech dépouille chaque mois 200 revues techniques, et assure à son réseau de 5 000 correspondants qui augmente d'environ 200 personnes par mois, le service de 3 publications mensuelles, intitulées:

- "Référence" (offre d'articles techniques)
- "Innovation" (renseignements sur les produits et procédés français nouveaux)
- "Coopération" (renseignements sur l'activité d'Informattech et sur la coopération technique franco-québécoise)

L'intérêt soulevé par les informations techniques ainsi proposées est tel que d'avril 1970 à janvier 1971, le Centre a dû tirer plus de 350 000 photocopies.

À ces activités de base s'ajoutent entre autres la consultation de revues effectuée sur place (plus de 200 visiteurs par mois) et l'organisation de colloques comme celui sur "les systèmes de construction industrialisée" qui, en décembre dernier, a réuni 151 participants pendant deux journées de travail.

Dans sa forme actuelle, il n'y a pas de doute qu'Informattech remplit correctement son rôle d'information et je ne puis que souhaiter que les sociétés, membres de la Chambre de Commerce Française au Canada, incitent leurs cadres à utiliser ses services, afin d'augmenter encore son rayonnement.

Ces stagiaires et ces missionnaires qui sont membres de Quéfratec ou qui, à leur retour de France, utilisent les services d'Informattech, proviennent aussi bien du secteur public que du secteur privé québécois.

Notre action de coopération technique s'applique, en effet, à sept ministères québécois ainsi que sous diverses formes, aux sociétés québécoises du secteur public, telles que SIDBEC, SOQUIP, SOQUEM ou Hydro-Québec qui a d'ailleurs signé un accord spécial avec Électricité de France, les relations entre les deux entreprises d'État étant particulièrement étroites qu'il s'agisse de l'énergie de type classique ou de l'énergie nucléaire.

Elle s'étend également, dans le domaine de la formation professionnelle aux sociétés du groupe de la S.G.F. (Marine Industries et CEGELEC) et aussi aux différentes entreprises privées ayant réalisées un investissement grâce à la coopération (comme par exemple la Compagnie de Radiologie) ou ayant conclu des accords de licence — Ces sociétés peuvent ainsi faire assurer la formation de leur personnel et remplacer rapidement les cadres français qui, dans certains cas, ont été mis à leur disposition pour aider au démarrage des fabrications.

Nous nous étions vite aperçu que l'obstacle essentiel au développement de la coopération économique entre la France et le Québec venait de l'ignorance réciproque des possibilités des deux économies. Certes, Informattech joue son rôle en permettant aux ingénieurs québécois de faire le point de nos techniques, mais il fallait, dès qu'un secteur d'intérêt était découvert, faciliter le dialogue afin d'ouvrir la voie soit à des implantations directes soit à des accords d'association ou de cession de licence.

C'est ce que nous faisons systématiquement depuis plus de deux ans, avec des résultats encore modestes, mais appréciables, dont voici quelques exemples-types.

Ainsi, à la suite d'une mission générale dans le secteur de l'électronique, l'attention de la firme française Thomson-Houston était attirée par les possibilités offer-

tes dans le domaine de l'électronique médicale. Une filiale de la Compagnie Générale de Radiologie établissait ses premiers contacts avec l'aide notamment de la Délégation Générale du Québec à Paris, et annonçait en décembre dernier l'installation d'une usine à Lachute pour la fabrication d'appareils de radiologie. Il s'agit dans ce cas d'un investissement direct, créateur d'emplois et dans une technique évoluée, comme le souhaitent les autorités québécoises.

Dans le domaine des matériels de lutte contre l'incendie, plusieurs missions dans les deux sens, ont conduit à un accord d'association entre la société Pierre Thibault Ltée, de Pierreville et Aérofeu de Montluçon pour la création d'une filiale commune: Aérofeu Canada spécialisée dans la fabrication d'extincteurs chimiques et de systèmes d'alerte automatique.

Le troisième type d'accord obtenu grâce à la coopération technique est celui des accords de licence. Ceux-ci peuvent prendre diverses formes, depuis le simple accord de franchise (franchising) tel que celui passé entre la marque française de lait Yoplait (du groupe SODIMA) avec la Coopérative de Granby, à la cession de procédé avec fourniture d'équipements de fabrication comme dans le cas de la texturation de fils synthétiques entre Bermatex de Montmagny et la Société Mécanique des Textiles de l'Ardèche (SOTEXA) ou encore à la cession de procédés avec participation aux travaux de recherche poursuivis à la société-mère, et droits aux brevets ultérieurs, comme cela est intervenu dans l'association originale entre la Société Vendéenne d'application plastiques (SOVAG) et la société licenciée SOQUAP (Société Québécoise d'Applications Plastiques).

Il serait fastidieux d'énumérer toutes les sociétés intéressées ou les accords intervenus, mais il est intéressant de noter la diversité des secteurs touchés par cette action: chaussure, soudure, cartonnages, chaudronnerie laitière, textile, quincaillerie, plastique, produits laitiers, compresseurs frigorifiques, matériel hospitalier, produits pharmaceutiques, appareillages et moteurs électriques, meubles, appareils de mesure, construction industrialisée, thermoformage, etc. . .

\* \* \*

J'ai essayé, dans les limites de temps qui m'étaient imparties, de vous donner une image, la plus fidèle possible, de l'ensemble des activités de coopération dans lesquelles nous sommes engagés.

Ce que je n'ai pas dit jusqu'ici, c'est que cette somme d'interventions qui doit nous permettre d'apprendre à nous connaître afin de mieux nous apprécier, est l'oeuvre commune de Québécois et de Français dont certains sont présents à cette table d'honneur, oeuvre à laquelle, je peux l'affirmer sans crainte de me tromper, ils sont profondément attachés.

Le chemin à parcourir est encore long. Nous devons avant tout nous garder de l'impatience et continuer à oeuvrer avec obstination dans les voies qui nous sont maintenant ouvertes.

Cette approche prudente et pragmatique paraîtra, à certains, peu spectaculaire. Elle est cependant efficace, et je suis absolument convaincu qu'elle nous permettra d'atteindre nos objectifs.

# **C'est nous qui menons aux États-Unis!**

Air Canada vole 255 fois par semaine vers les grandes métropoles américaines, dont New York, Chicago, Cleveland, Los Angeles, etc. . . .

Cette grande fréquence de vols fait que nous menons aux États-Unis plus de passagers canadiens que toute autre ligne aérienne. Nous les traitons aux "p'tits soins" sur toute la ligne, les comblant de menues attentions personnelles qui rendent le voyage encore plus agréable.

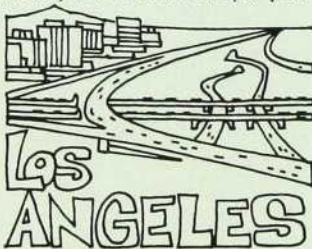
. . . à New York, votre épouse adorera faire du lèche-vitrine et visiter les grands magasins.



Chicago: porte ouverte sur toutes les grandes destinations du Mid-West.



Vous avez toutes les raisons du monde de visiter la Californie. Et nous y volons deux fois par jour!



Grâce à Reservec II, un seul appel suffit . . . et vous obtenez vos réservations d'avion, d'hôtel et de voiture!



# **et c'est vous qui en profitez.**

**AIR CANADA**



Notre affaire,  
c'est tout  
le monde.

"ce qu'on est bien  
quand tu nous mènes!"

## NOTRE ASSEMBLÉE ANNUELLE

*L'assemblée générale de la Chambre de Commerce Française au Canada s'est tenue le 2 mars à l'Hôtel Ritz Carlton de Montréal.*

*Le président P. Le Godec après avoir constaté que le quorum était largement atteint ouvrit l'assemblée générale suivant l'ordre du jour prévu.*

*Après l'adoption du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle du 17 mars 1970, le président a présenté son rapport d'activité pour l'année 1970.*

*Faisant suite au rapport du trésorier et à l'adoption du bilan, préalablement vérifié par le bureau Maheu, Noël, Anderson, Valiquette & Associés, comptables agréés, Monsieur P. Salbaing, Président du comité de nomination, donna lecture de la liste des membres du conseil de la Chambre et du conseil d'arbitrage qui est publiée à la fin de la présente revue.*

### RAPPORT D'ACTIVITÉ

Le moment est venu pour moi de rendre des comptes, et d'analyser brièvement avec vous ce qu'ont été pour notre chambre les 11 mois et demi qui se sont écoulés depuis notre assemblée générale du 17 mars dernier.

Commençons, si vous le voulez bien, par examiner comment se portent les finances de notre chambre.

#### Situation financière

Les quelques chiffres qui apparaissent dans le bilan au 31 décembre 1970 qui vous sera remis tout à l'heure, ne vous donnent qu'une faible idée de l'ensemble de nos activités durant l'exercice écoulé.

Une situation financière saine étant indispensable au bon développement des activités de notre chambre, je me bornerai si vous le voulez bien à quelques remarques qui découlent de l'examen de ce bilan.

D'abord sur le plan des revenus provenant des cotisations, l'ensemble des recettes des membres "Canada" (membres individuels, corporatifs et corporatifs d'Honneur) de notre chambre s'est maintenu à environ \$30 000, et parallèlement, les recettes ayant pour origine nos membres "France" ont pratiquement atteint \$5 000.

On peut donc dire qu'en ce qui concerne nos membres rattachés directement à la région de Montréal, nous tendons vers un certain équilibre malgré l'amélioration qualitative et quantitative des services rendus par notre secrétariat, qui a je dois le dire, recruté la plupart des nouveaux membres 1970 qui ont heureusement compensé le pourcentage annuel de membres perdus (pourcentage qui se maintient autour de 10%).

En ce qui concerne les recettes cotisation "France" qui s'élèvent à environ \$5 000, je me bornerai à rappeler que ce poste s'élevait à \$4 000 en 1969, et à environ \$600 en 1968. Pendant cette période, le nombre de nos membres "France" est passé d'environ 50 à près de 200, et cette intensification du contact avec les sociétés françaises me paraît essentiel à notre bon développement. Notre action se poursuit en permanence dans ce sens, et je pense avec Monsieur Namy que le nombre de nos membres "France" pourrait atteindre bientôt le chiffre de 500, ce qui ne paraît pas un objectif déraisonnable

quand on pense que la Chambre de Commerce Française aux États-Unis dont le siège est à New-York compte près de 1 000 adhérents français.

Bien entendu ce recrutement ne se fait pas tout seul et exige en outre un assez volumineux travail de la part de notre secrétariat permanent. Il va sans dire que votre appui nous est nécessaire, et je reste persuadé que nombre d'entre vous pourront continuer à nous signaler des sociétés canadiennes ou françaises qui seraient heureuses d'adhérer à notre chambre, et je vous remercie à l'avance des suggestions que vous voudrez bien nous faire dans ce sens.

En ce qui concerne la revue de la chambre pour laquelle nous avons toujours la collaboration efficace de notre ancien conseiller Monsieur H. Mhun, il y a encore cette année un léger excédent de l'ordre de \$700 des revenus sur les dépenses. Nous espérons que ce poste de notre budget s'améliorera l'année prochaine, car nous venons de prendre certaines mesures pour développer notre revue, et en particulier les suivantes:

— Augmentation du tirage et de la diffusion à partir de 1971 de 3 000 à 5 000 exemplaires par numéro.

— Recherche plus systématique de supports publicitaires avec l'aide des services d'un professionnel de la publicité.

— Amélioration qualitative et quantitative des textes rédactionnels.

Enfin sur le plan budget, je tiens à attirer votre attention sur l'apparition de deux nouveaux postes "recettes" qui se sont structurés cette année et qui se développent rapidement grâce aux efforts de notre secrétariat et sous l'impulsion de notre Directeur général, Monsieur Bertrand Namy, à savoir:

— La promotion au niveau du Canada des salons spécialisés français.

— L'organisation de voyages "groupe" de courte durée pour inciter les hommes d'affaires canadiens à se rendre en France à l'occasion de ces expositions.

Ce sont là deux nouvelles activités importantes de notre chambre qui vont tout à fait dans le sens de notre objectif qui reste la promotion des échanges financiers, industriels et commerciaux entre la France et le Canada.

# La compacte non-compacte



## La nouvelle Renault 12

La première vraie compacte des années '70 qui vous offre économie, commodité, performance— et qui donne plus de confort là où les autres s'en tiennent à des prétentions.

La Renault 12 est la seule nouvelle compacte qui réponde à toutes les exigences de l'automobiliste des années '70.

Son prix d'achat est étonnamment bas. Et elle fait 35 bons milles au gallon. Essayez- donc de trouver mieux!

Elle passe de 0 à 60 m/h en 15.2. C'est la puissance d'accélération qui garantit des dépassements en toute sécurité. Ses freins à disque à l'AV et à tambours à l'AR. en font l'une

des voitures les plus sûres en cas d'arrêt d'urgence.

Aussi, la solide adhérence de la traction AV et les pneus à carcasse radiale vous assurent une tenue de route exemplaire.

Grâce à ses dimensions pratiques, (longueur hors-tout: 170 po.) elle se stationne en un tour de main.

Et, comme la Renault 12 n'est pas une simple réduction de grosse voiture, elle vous

donne plus de confort et d'espace que vous ne pourriez imaginer: 4 grandes portes, plus d'espace intérieur que les autres nouvelles compactes, un coffre de 17 pi. cu., sièges rembourrés de 7½ pi. cu. de caoutchouc mousse... C'est ça qu'on appelle une "compacte non-compacte".

Essayez la nouvelle Renault 12, modèle '71.

Tellement confortable que vous voudrez y vivre!

**RENAULT 12** 

La raison du confort est toujours la meilleure.

Je terminerai en rappelant que nous recevrons cette année la troisième tranche de \$10 000 qui nous est donnée à titre d'appui par les autorités françaises, et que le développement des activités brièvement rappelées ci-dessus nous permet de mieux tendre vers un autofinancement de notre chambre à partir de 1972.

### Services rendus

Indépendamment de ce qui précède, et avec l'appui précieux des Services Officiels Français au Canada, la Chambre continue à développer progressivement son rôle, ses activités et les services rendus, en particulier dans les domaines suivants:

— Intensification de l'aspect promotion et relations publiques par les manifestations diverses de la Chambre qui mettent en contact des industriels des deux pays, et en particulier par ses déjeuners-causeries qui sont toujours très appréciés.

— Étude et recherche de possibilités d'affaires entre la France et le Canada et en particulier assistance aux hommes d'affaires français venant au Canada (plus de 300 personnes ont été reçues au cours de l'année par notre chambre) et aux hommes d'affaires canadiens se rendant en France.

— Recherche des deux côtés de l'Atlantique de clients fournisseurs, représentants ou agents et réponse aux diverses demandes de renseignements reçues.

— Promotion de produits et biens d'équipements français à l'occasion d'expositions canadiennes.

— Assistance au placement des immigrants valables (au moins 70 personnes ont été placées avec l'aide de notre chambre).

— Appui aux candidats stagiaires en liaison avec les autres organismes.

— Intervention dans certains litiges en liaison étroite avec le service du conseiller commercial.

— Poursuite du recrutement permanent tant sur le Canada que sur la France (plus de 100 nouveaux membres en 1970).

— Renforcement du contact avec les membres des sections de Québec et de Toronto ainsi qu'avec les membres France, et contacts d'affaires avec l'ouest canadien (Calgary et Vancouver). En ce qui concerne en particulier nos sections de Québec et de Toronto, nous étudions actuellement en collaboration avec les autorités françaises, la possibilité de mieux les aider à se développer en liaison avec notre siège social de Montréal.

D'une façon générale, les aspects promotion, contact avec les membres et services rendus ont continué à se développer.

Je pense que pour avoir une idée approximative du travail quotidien de notre secrétariat, il est bon de savoir que durant l'année 1970, le volume du courrier de la chambre a été le suivant:



M. F. Dréville, secrétaire du conseil d'administration, M. Degoutin, Conseiller Commercial en France à Toronto, M. P. Salbaing, ancien Président de notre Chambre, Président du Comité de Nomination, M. J. Trocmé, Conseiller Économique et Commercial près l'Ambassade de France à Ottawa, M. P. Le Godec, Président de notre Chambre, M. B. Namy, Directeur Général de notre Chambre, M. P. L. Labadie, Conseiller Commercial de France à Montréal, M. G. Chabot, Trésorier de notre Chambre.

- Courrier arrivée (non compris revues et documentation): 3 509 lettres, soit une moyenne approximative de plus de 15 lettres par jour ouvrable.
- Courrier départ (circulaires comprises, Revue exclue): 17 328 lettres, soit une moyenne approximative de plus de 60 lettres par jour ouvrable.

Ceci indépendamment de la revue dont la diffusion globale annuelle a représenté quelque 20 000 exemplaires diffusés en France et au Canada.

### Principales manifestations de la saison

Je crois bon de rappeler ci-après la liste des principales manifestations de la saison:

— le 17 mars 1970 — M. Jean Trocmé, Conseiller Économique et Commercial près l'Ambassade de France, a bien voulu nous faire un exposé à l'issue de l'Assemblée générale sur le sujet suivant: "Balance Commerciale et Conjoncture Françaises".

— le 16 avril 1970 — À Paris, M. Jacques Chaban-Delmas, Premier Ministre de la France, était l'invité d'honneur de la Chambre de Commerce Française aux États-Unis à un déjeuner auquel étaient invités les membres adhérents France de notre chambre.

— le 16 avril 1970, M. François Dalle, ancien avocat à la Cour d'Appel de Paris, Président Directeur Général de l'Oréal International et Administrateur de nombreuses sociétés, nous parlait à la suite du déjeuner de "L'Évolution de l'Entreprise dans la Société Postindustrielle".

— le 16 mai 1970 — Notre Rallye automobile groupait près de 65 voitures et était suivi d'un dîner dansant de plus de 265 personnes.

— le 25 mai 1970 — Un cocktail en l'honneur de M. Bernard Leclerc à l'occasion de son départ de Montréal réunissait près de 60 personnes.

— le 28 mai 1970 — M. Jacques Payan, Vice-Président d'Aquitaine Co. of Canada Ltd., nous faisait à l'issue du déjeuner un exposé sur la "Vocation Internationale des Sociétés Pétrolières".

— du 30 mai au 8 juin 1970 — Nous organisons un voyage groupe de 40 personnes pour le trajet Montréal-Paris et retour, à l'occasion de la Quinzaine technique de Paris.

— le 18 juin 1970 — M. Laurent A. Picard, Vice-Président exécutif de Radio-Canada, et membre du conseil d'administration de plusieurs sociétés, nous parlait du sujet suivant "Le leadership — les années 1970".

— durant l'été 1970 — Nous organisons une participation française au Pavillon de la France à "Terre des Hommes", incluant exposition de matériel et produits divers (voitures, articles de luxe, livres, etc...).

— du 6 au 15 août 1970 — À l'occasion du 2e anniversaire des Galeries d'Anjou, participation de la chambre à la promotion culturelle, commerciale et industrielle française, avec l'aide de plusieurs membres qui avaient bien voulu exposer à cette occasion.

— le 27 août 1970 — Un tournoi de golf réunissait au Club de Golf de Candiac une quarantaine de nos membres auxquels s'étaient joints de nombreux invités.

— le 3 septembre 1970 — M. Louis Jalabert, ancien Président de notre chambre, directeur pour l'Australie des Agences de la Banque Nationale de Paris, nous a brossé un tableau vivant et plein d'humour de l'histoire et de l'économie de l'Australie. Le thème de sa conférence était "L'Australie — continent du 21e siècle".

— le 24 septembre 1970 — M. Marcel Demonque, Président Directeur général des Ciments Lafarge et Administrateur de nombreuses sociétés, nous faisait un exposé dont le thème était "La Société Industrielle contestée".

— le 2 octobre 1970 — À l'occasion du passage à Montréal de M. Ithier de Roquemaurel, Président du groupe Hachette et administrateur du Crédit Foncier Franco-Canadien, la chambre recevait à un cocktail au Club St-Denis.

— le 5 novembre 1970 — M. Raymond Barre, vice-président de la Commission des Communautés Européennes, nous parlait de "La Nouvelle Frontière pour les Communautés Européennes".

— le 6 novembre 1970 — Nous organisons un autre voyage-groupe de 45 personnes pour le trajet Montréal-Paris et retour, du 6 au 15 novembre, à l'occasion d'une série d'expositions touchant le domaine alimentaire et réunies sous le nom d'"Interal".

— le 20 novembre 1970 — Un dîner dansant à l'Hôtel Ritz Carlton réunissait plus de 200 personnes et renouvelait la tradition de la soirée de prestige annuelle.

— le 19 février 1971 — M. Robert Lattès, Directeur général adjoint de la SEMA (Metra International), nous faisait un exposé sur "L'Industrie de la Décision".

— Enfin, tout à l'heure, M. Pierre Louis Labadie, conseiller commercial de France à Montréal, nous entretiendra de "La Coopération Économique Franco-Québécoise".

### Perspectives

Après cette rétrospective des principaux événements et activités de l'exercice écoulé, je souhaiterais dire un mot rapide de l'avenir tel que nous l'envisageons.

En effet, je peux vous informer, d'ores et déjà, que le projet de budget 1971 prévoit:

— plus de \$36 000 de recettes cotisations.

— près de \$9 000 de ressources nouvelles diverses consécutives au développement de nos activités (revue, promotion des salons spécialisés français et organisation de voyages d'affaires).

Tout ceci conduit à un budget de fonctionnement prévisionnel global qui approche \$55 000 de recettes compte tenu de la participation de \$10 000 du Gouvernement français à nos efforts, budget qui est nécessaire à la bonne continuation de notre programme.

Il s'agit là, vous le voyez, d'un programme non seulement ambitieux, mais aussi réaliste, pour lequel votre appui reste nécessaire.

#### Remerciements

En terminant, je prie tous ceux qui nous ont aidé tant à définir nos orientations qu'à développer notre action de bien vouloir trouver ici l'expression de mes plus sincères remerciements.

Une reconnaissance spéciale de notre part ira à S.E. M. P. Siraud, notre Ambassadeur, qui a toujours manifesté un intérêt réel pour nos activités tout en nous soutenant de sa présence et de ses encouragements.

Au nom de tous les membres de la Chambre de Commerce Française au Canada, je remercie également très sincèrement les Services Officiels Français auprès desquels nous trouvons un appui réel et efficace à travers le pays.

Mes remerciements iront tout spécialement:

- à M. le Ministre plénipotentiaire Pierre de Menthon, consul général à Québec.
- à M. Étienne Coïdan, consul général à Montréal.
- à Mlle Marcelle Campana, consul général à Toronto.

— à M. Jean Trocmé qui d'Ottawa maintient un contact permanent avec nous en vue de nous aider à mettre sur pied notre programme de développement.

— à MM. Pierre Labadie, Claude Herbaut et Pierre Brassac, avec qui nous collaborons étroitement, et dont l'avis et l'appui nous sont très précieux.

— à MM. Maurice Degoutin et Louis Jean L'Helias à Toronto, Bernard Guillemin à Vancouver, et George Collet à Calgary qui collaborent efficacement avec notre Chambre.

Je n'oublie pas enfin dans mes remerciements ceux qui, directement à mes côtés ont fait progresser notre chambre, et ma reconnaissance va bien entendu:

— aux vice-présidents, aux membres du conseil, aux anciens présidents, et aux présidents de nos sections de Québec et Toronto, dont le concours a toujours été précieux.

— à notre dynamique secrétariat, à son directeur général, à M. Pierre Yves Collet, à Mesdames Quedrue et Varichon, et enfin à Mme Ilinski qui va s'occuper plus spécialement de la promotion des salons spécialisés en liaison avec Mr. Namy.

Je vous remercie de m'avoir écouté aussi attentivement, et je ne peux que souhaiter que, tous ensemble, nous fassions de 1971 une nouvelle année de succès pour notre chambre.

**Vous partez en vacances cette année? ... Sans doute!**

**Vos ENFANTS** seront chez eux

au

**CAMP  
ST-ALEXIS DES MONTS**

dans l'un des sites

les plus beaux des LAURENTIDES

**Pour la période de votre choix, entre le 26 juin et le 21 août**

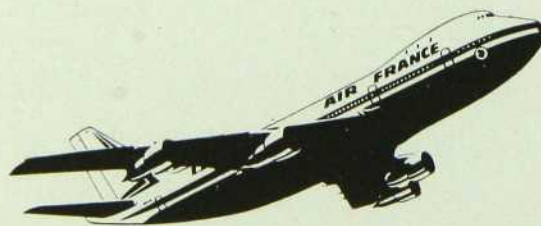
CUISINE FRANÇAISE — ATMOSPHERE FAMILIALE

Garçons : 6 à 14 ans — Filles : 6 à 11 ans

**Renseignements : Madame JEAN-RAYMOND BOUDOU  
5607 Darlington - Montréal 250  
Tél. : 731-4877**

Montréal-Paris / Montréal-Chicago

ambiance confort espace



**B747 AIR FRANCE**

# L'INDUSTRIE DE LA DÉCISION

par Robert LATTÈS

*Lors du dernier déjeuner-causerie de notre chambre, tenu le mardi 9 février 1971, notre conférencier invité d'honneur était M. Robert Lattès, directeur général adjoint de la Sema (Metra International). Nos lecteurs trouveront dans les pages suivantes le texte de l'allocution de M. Lattès.*



M. Robert Lattès

J'ai choisi de vous parler de "L'Industrie de la Décision" parce que nous savons tous que nous sommes engagés vers ce que certains futurologues ont appelé la "Société Post-industrielle". Parmi les pays désignés à entrer les premiers dans la société post-industrielle se trouvent les Etats-Unis, le Japon, le Canada et la Suède. Or, cette société se caractérise par la part croissante réservée à cette création purement humaine qu'est la matière grise et au rôle croissant de ce capital que sont les hommes. Il m'a donc semblé important de vous entretenir quelques instants de certaines idées sur l'industrie de la décision dont l'importance dans le monde de demain me semble encore fort mal perçue, en particulier par la plupart des gouvernements.

Qu'est-ce que l'Industrie de la Décision et pourquoi cette importance aujourd'hui ? Qu'il s'agisse de nations ou de groupes de nations, qu'il s'agisse d'entreprises, nous sommes dans un monde de plus en plus complexe. Face aux problèmes que nous voulons aborder, les choix sont de plus en plus nombreux et si nous n'essayons pas de prévoir les coûts et les conséquences de nos décisions, notamment sur le plan social, nous risquons d'avoir de très graves déconvenues. Il y a encore 40 ou 50 ans, une entreprise qui prenait une décision de fabriquer ou de ne pas fabriquer tel produit avait en général peu d'influence en dehors d'une zone géographique relativement restreinte. Si une nation prenait une décision en matière de politique industrielle ou économique, il en était de même. Aujourd'hui, une aventure telle que la coopération franco-anglaise en matière d'avions à réaction commerciaux constitue un problème qui s'étend au monde entier. Cette aventure peut modifier un très grand nombre de facteurs économiques, susciter des réactions (nous en avons déjà vues aux Etats-Unis par

exemple), changer profondément la structure du transport, et pour vous qui êtes réunis ici, elle peut apporter de nouveaux changements au niveau du champ d'action de vos entreprises. Il n'est que de voir, au niveau des nations, ce qu'ont signifiés les euro-dollars pour l'Europe à la suite de décisions probablement hâtives prises aux Etats-Unis. Ce volume d'argent considérable sur lequel plus personne n'a de contrôle a été la cause de modifications très profondes et de conséquences très graves bien souvent en Europe au cours des 3 ou 4 dernières années. Ceci démontre, si besoin était, combien de plus en plus nos décisions peuvent avoir un impact sur une population croissante et hors des communautés nationales où ces décisions sont prises.

Prenons d'autres exemples nous préoccupant tous dans le monde entier à des titres divers, et qui montrent pourquoi il est si impératif de pouvoir apprécier les conséquences de nos décisions et d'en prévoir les coûts. Il y a d'abord cette affaire qui vient d'éclater : la faillite de Rolls-Royce, compagnie qui représentait un peu une partie du drapeau anglais. Tous les journaux économiques et financiers nous confirment aujourd'hui qu'un très grand nombre de sous-estimations ont été faites en matière de contrôle de gestion, d'évaluation des coûts, et d'évaluation des difficultés technologiques. Prenons les problèmes de systèmes de protection médicale. Le Président de la République Française pouvait déclarer il y a plus d'un an dans une conférence de presse que si l'accroissement des dépenses en matière de Sécurité Sociale suivait le taux des dix dernières années, dans 19 ans 3 mois elles seraient égales au produit national brut de toute la France.

Cette situation est évidemment absurde mais elle montre à quel point les systèmes de protection médicaux doivent être changés, ce qui nécessitera beaucoup d'études et de réflexions. Ce changement peut être simulé sur machine, par exemple, pour comparer les avantages et les inconvénients de divers systèmes mais il doit obligatoirement être abordé. Or, le fait que les gens se soient habitués à une politique qui, par définition, est incompatible avec les possibilités économiques et financières d'un pays, implique que le changement se fasse avec précaution. En effet, qui dit changement dit adaptation, traumatisme ou frustration et par conséquent réaction, un autre symptôme de la société post-industrielle, contre laquelle les seuls remèdes sont l'information et l'éducation des bénéficiaires pour les aider à comprendre tous ces nouveaux problèmes. Je citerai encore le problème de la réforme du Système Monétaire International sur lequel il est scandaleux que personne ne se décide, compte tenu des outils disponibles aujourd'hui, (modèles



MM. J. de Buchet, Directeur général de Métra Canada, J. Bourbeau, Directeur Planification Génie à Hydro-Québec, M. Villaneau, Vice-Président Exécutif OTH Amérique du Nord.

économétriques, recherche opérationnelle, usage des ordinateurs) au lieu d'utiliser des arguments purement politiques et dialectiques typiques dirais-je de l'avocat méditerranéen du 18<sup>e</sup> siècle. Il est scandaleux de ne pas entreprendre une réflexion approfondie et rationnelle qui n'apporterait à coup sûr pas la solution à ce problème mais qui au moins ferait tomber certaines solutions comme des châteaux de cartes et montrerait probablement les voies vers lesquelles il faudrait se diriger.

Si l'avenir n'est pas abordé avec une vue plus rationnelle et plus lucide, des conflits et des ruptures sauvages risquent de se multiplier. L'exemple actuel de l'OPEC face aux grandes sociétés pétrolières multinationales a obligé le Président des États-Unis à tout d'un coup violer la sacro-sainte loi anti-trust pour arriver peut-être à trouver une solution à ce problème. Un autre problème que nous pouvons signaler est l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun, qui pose dans ses relations avec le Commonwealth, en particulier en matière agricole et dans certains domaines industriels avec votre pays, des problèmes qui n'ont pas toujours été étudiés avec la rationalité qui est pourtant possible aujourd'hui.

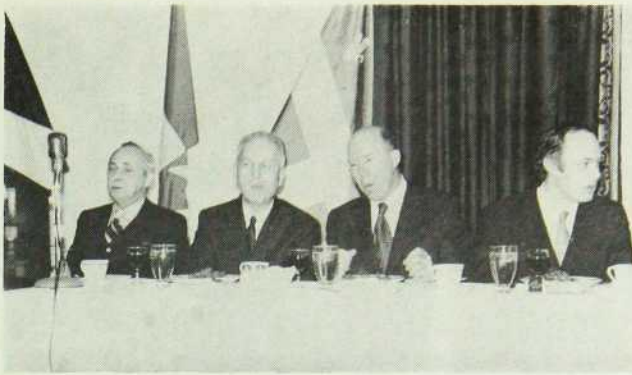
Considérons maintenant des problèmes beaucoup plus quotidiens pour un pays ou pour une entreprise, tels que ceux posés par l'implantation progressive et les investissements corrélatifs d'une chaîne de production, d'une chaîne de distribution à l'échelle d'un pays ou de plusieurs pays ou tous les problèmes de création d'emploi. Il y a quelques instants votre Président me posait quelques questions sur la situation actuelle de l'emploi en France et je lui signalais qu'il y avait eu, au cours des deux derniers mois, une légère baisse du chômage en France puisqu'actuellement les évaluations semblent tourner autour de 300,000 à 320,000 chômeurs, ce qui sur une population active légèrement supérieure à 20 millions, représente un taux de chômage d'environ 1½%. Le phénomène frappant c'est de constater que dans un nombre de régions croissantes, les industriels se plaignent de ne pas pouvoir satisfaire à des offres d'emploi. Il est évident que les besoins prospectifs de l'emploi, avec les problèmes de formation, d'éducation ou de reconversion que cela implique, peuvent être résolus aujourd'hui avec de bonnes statistiques et avec



MM. P. Salbaing, Anc. Président de notre Chambre, G. Filion, Président du Conseil de l'Association des Manufacturiers Canadiens, Division Province de Québec, P. L. Labadie, Conseiller Commercial de France à Montréal, R. Lattès, Conférencier invité d'honneur, Directeur général adjoint de la SEMA (Métra International).

de bons modèles prévisionnels, outils qui peuvent permettre de trouver des solutions. Une nation moderne ne devrait plus avoir le droit aujourd'hui d'ignorer ces outils qui sans être la solution unique à ce genre de problème permettent cependant d'en diminuer les effets négatifs. Il est très mauvais d'avoir des chômeurs mais il est non moins mauvais de ne pas pouvoir remplir des emplois qui participeraient au développement économique de la nation. Par conséquent, ces impératifs exigent un certain nombre de conditions en matière de préparation et d'outils de préparation des décisions; recherche opérationnelle, économétrie, marketing ou informatique.

Nous sommes dans un monde où les solutions à un problème sont de plus en plus nombreuses et là aussi je crois qu'il faut s'élever contre une vue malthusienne et conservatrice des choses. On voit très souvent les gens s'insurger, aussi bien au niveau de la nation qu'au niveau de l'entreprise, contre les excès de la planification moderne affirmant qu'elle ne peut que supprimer la liberté de l'individu. Je m'interroge très souvent sur cette prétendue liberté. Lorsque l'agriculteur du 17<sup>e</sup> siècle avait choisi sa culture, choix d'ailleurs en général limité sinon unique, il n'avait plus qu'à faire des prières pour la pluie ou le soleil selon les besoins, et si les récoltes étaient mauvaises, si arrivaient des fléaux ou des catastrophes atmosphériques, il n'avait plus que ses yeux pour pleurer. Aujourd'hui, la polyculture est possible, permettant plusieurs récoltes de caractère différent pendant une même année en utilisant la mécanisation ou les engrais pour renforcer les chances de réussite. Beaucoup d'agriculteurs dans le monde entier, même en France, commencent à recourir à des méthodes telles que la programmation mathématique pour optimiser la solution de leurs problèmes. À l'échelle des nations, ces méthodes, création du cerveau humain, permettent d'élaborer des systèmes de protection ou de péréquation qui peuvent atténuer les catastrophes imprévisibles. Demain, après demain, de tels progrès en météorologie pourront peut-être permettre de prévoir le temps suffisamment à long terme pour influencer sur lui et empêcher des catastrophes de ce genre. Aujourd'hui, face à la multiplicité des choix évoqués dans cet exemple, des outils tels que la combinatoire permettent



MM. M. Forest, Vice-Président de notre Chambre présidant le déjeuner, E. Coïdan, Consul général de France à Montréal, R. Charbonneau, Directeur général de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, J. Fortier, Président et Directeur général de SMA+.



MM. M. Dhavernas, Ancien Président de notre Chambre, Président de North American Holdings Ltd., M. l'Abbé, Vice-Recteur à la Recherche, Université de Montréal, J. DesRosiers, Vice-Président de la Chambre de Commerce du district de Montréal, J.-Ch. de Groote, Directeur Recherche Economique à Hydro-Québec.

d'évaluer 300, 400, ou 500 solutions possibles pour arriver non pas à trouver la solution mais pour nous guider dans son choix. Quel est celui qui avait le plus de liberté de cet agriculteur du 17<sup>e</sup> siècle ou de l'agriculteur d'aujourd'hui ? Je me demande parfois si finalement pour beaucoup de gens la liberté suprême n'est pas d'avoir le choix.

En analysant ces méthodes de décision et d'évaluation d'alternatives possibles, il convient d'insister sur le contrôle de leur réalisation. En effet ce n'est qu'une fois la décision prise que commencent les vraies difficultés. Au moment où la décision est effectivement mise en oeuvre il est nécessaire que les actions voulues pour mener à l'objectif soient entreprises à temps. Le facteur temps est primordial car tout s'accélère dans notre monde moderne. Les traumatismes que nous voyons ici et là sont le résultat non pas du changement mais de l'accélération du changement. Dans une opération industrielle, par exemple, telle opération qui s'échelonne sur 5 ans pourra être un succès, mais s'échelonne-t-elle sur 7 ou 8 ans, elle serait un échec. Il est bien évident que, contrairement à la vie industrielle d'avant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, ces exigences imposent l'utilisation d'outils de contrôle des coûts et des temps dans l'exécution de projets, qu'ils soient nationaux ou d'entreprise. Par conséquent, décider n'est rien, mais mettre en oeuvre et contrôler les délais et les coûts est primordial. Cela signifie définir et poser des problèmes, définir des objectifs, définir des critères. Notre monde doit apprendre à se servir des experts et des spécialistes tout en préservant à tous les niveaux de l'entreprise ou de la nation le rôle humain des décideurs qui doivent précisément aider à définir ces problèmes, à fixer ces objectifs et définir ces critères. Ainsi, dans une perversion de la technocratie l'expert qui résout, qui propose des solutions, ne se substituera pas à l'homme qui décide.

Tous ces outils, toutes ces méthodes qui sont à notre disposition aujourd'hui dans ces problèmes de décision, constituent un ensemble de produits et de services qui forme une véritable industrie. Cette industrie possède deux caractéristiques. C'est d'abord une industrie lourde parce que la diversité des équipes de

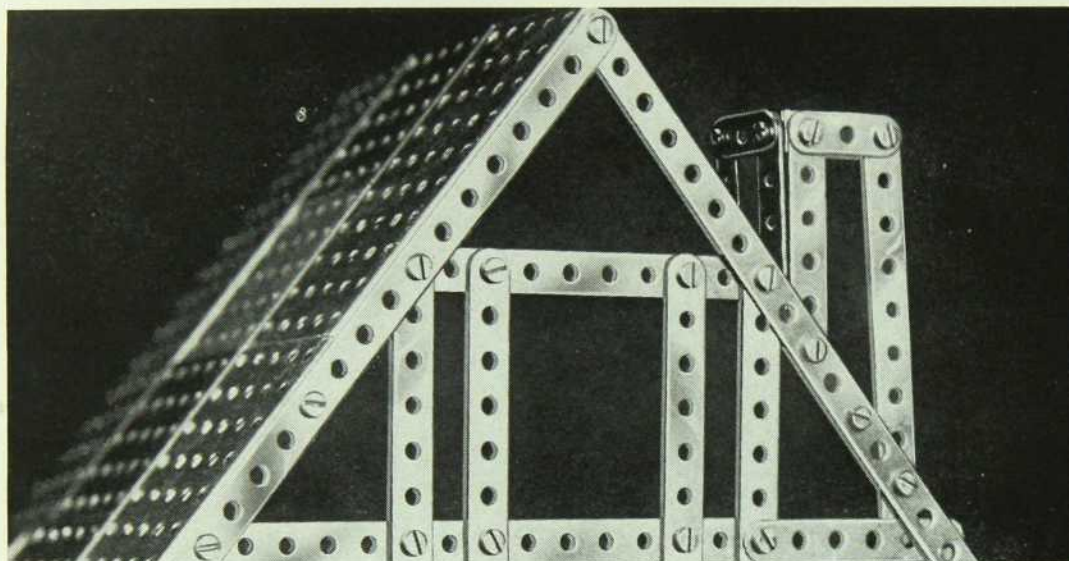
spécialistes, et la taille de ces équipes, pour qu'elles soient fructueuses, croissent sans cesse. Il y a à la fois croissance des équipes de spécialistes donnés et croissance dans la diversité des équipes nécessaires. Il y a industrie lourde parce que de plus en plus les investissements intellectuels en recherche et développement, en software, en formation et perfectionnement des individus, ne cessent d'augmenter. Il y a enfin industrie lourde parce que cette industrie a comme moyen de base les matériels informatiques qui signifient des coûts de plus en plus élevés nécessitant des moyens de financement, et des efforts de marketing considérables.

C'est ensuite une industrie de pointe et cela pour trois raisons. Par nature d'abord, car les méthodes employées, les caractéristiques, et les compétences des personnels nécessaires sont par définition de pointe. Deuxièmement parce qu'il y a une imprégnation permanente par cette autre industrie de pointe qu'est l'informatique. Troisièmement, parce que le contexte exigé par cette industrie est celui de l'implantation sur les marchés internationaux, caractéristique des industries de pointe comme le souligne l'un des derniers rapports de l'O.C.D.E., qui est le résultat d'une analyse dûment concertée, et dûment argumentée.

Cette industrie n'est donc plus un artisanat. Les aventures pouvaient autrefois être individuelles. Maintenant l'ère des hommes seuls ou des petites équipes est en train de disparaître pour faire place à une aventure qui nécessite de véritables structures industrielles. Quelques chiffres vous le démontreront. En 1970, cette Industrie de la Décision regroupant : le Management Consulting au sens américain, toutes les études de marché et ce qui tourne autour des fabrications de software de programmes pour ordinateurs et de packages, a représenté 2 milliards de dollars, soit mille milliards d'anciens francs. En 1973, le chiffre d'affaires dans des pays comme la France, les États-Unis, l'Angleterre, le Canada, seront dans cette industrie de la décision au même niveau que ceux du hardware en 1963. Ces chiffres soulignent l'importance de cette Industrie de la Décision qui aura à faire face à des problèmes identiques à ceux de l'industrie du hardware, et la nécessité de ne pas être absent de ce domaine. Actuellement, si



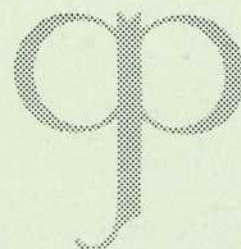
la force de l'argent au service  
de l'expansion économique



Banque Canadienne Nationale

## GÉRARD PARIZEAU LTÉE

Courtiers d'assurances agréés



*Bureaux associés :*

**PARIZEAU, WHITE ET ASSOCIÉS INC.**  
QUÉBEC

**CLOUTIER, CHOUINARD, LEWIS ET ASSOCIÉS INC.**  
MONTRÉAL ET STE-AGATHE

Expertise et administration  
de portefeuilles d'assurances

410, RUE SAINT-NICOLAS, MONTRÉAL, P.Q.  
TÉL: 842-3451

l'on veut faire un bilan, les U.S.A. viennent en tête dans le chiffre d'affaires et dans le développement de cette industrie. Ils sont suivis, dans l'ordre, par la France et l'Angleterre presque ex aequo. Nous venons de constater, il y a quelques jours, à notre grand étonnement, que le 4e pays est incontestablement le Japon qui vient d'avoir dans ce domaine un développement en 2 ans absolument prodigieux. Se trouvent ensuite 2 ou 3 pays en tête desquels se place à coup sûr le Canada. Voilà un panorama qu'il est important de faire lorsqu'on aborde ce domaine.



Monsieur Robert Lattès dédicant ses ouvrages "1 000 Milliards de Dollars" et "Matière Grise Année Zéro".

plifie lorsqu'on le partage. Si deux hommes se croisent dans la rue et échangent le quignon de pain que chacun tenait, chacun des deux après n'a qu'un quignon de pain. Si deux hommes échangent dans la rue des idées qui étaient différentes, chacun d'eux se retrouve ensuite avec deux idées.

Le perfectionnement de programmes est un exemple de cette amplification due à la matière grise. Prenons le domaine médical : si demain, dix très grands cardiologues font dans un pays donné un programme de diagnostic en matière de malaise ou de maladie cardiaque, aussi perfectionné que possible en raison de l'état actuel de la science, demain, d'autres cardiologues par le monde pourront commencer à enrichir ce programme. Si ce programme est mis sur bande magnétique ou sur disque, il pourra être diffusé à des installations qui sont peut-être à dix mille kilomètres de l'endroit où il a été fait. L'expérience, le "know-how"

Quelles conclusions peuvent être tirées de cette analyse ? La Civilisation Post-industrielle sera celle de la matière grise, facteur économique qui est appelé à se développer à un rythme jamais atteint jusqu'à présent. La matière grise, matière première de l'Industrie de la Décision, est un bien économique, comme l'indiquent la valeur et le prix ou de l'information ou des programmes d'ordinateurs, possédant une propriété qu'aucun bien économique n'a eu jusqu'ici : elle s'amplifie lorsqu'on le partage.

pourra ainsi se transmettre d'une façon qui était jusqu'ici impossible. Ces produits de l'industrie de la matière grise sont rigoureusement analogues à des produits tels que le microsillon. En effet, l'électrophone n'est rien sans le microsillon de même que le microsillon ne vaut rien par son support matériel, mais plutôt par la symphonie, la pièce de théâtre, ou la leçon de langue qui y est enregistrée. En matière de software, il faut bien se rendre compte que les experts sont aussi plus ou moins bons pour faire les programmes et les softwares nécessaires.

Il est important de comprendre que cette industrie de la matière grise est à la fois une chance pour un grand nombre de pays mais aussi un danger à cause du phénomène suivant. Il y a un pays qui se développe considérablement dans ce domaine : les U.S.A. La tentation sera donc forte à un moment donné d'utiliser des modèles et des programmes qui auront été faits aux États-Unis, dans tous les autres pays qui n'auront peut-être pas su prévoir en temps voulu les industries et les produits dont ils avaient besoin. Lorsqu'une voiture est achetée dans un pays autre que celui où elle a été produite, cela n'a pratiquement pas de conséquences sur l'environnement culturel, ni en tout cas sur la mentalité ou le genre de vie du pays où elle a été achetée. Si demain tel pays d'Europe commence à utiliser des modèles de planification urbaine, des modèles de construction de bâtiments d'habitation ou d'usines, des modèles ou programmes d'enseignement ou de médecine assistée par ordinateur, petit à petit s'effectuera un transfert de culture, donc un transfert de civilisation, car il utilisera sans s'en apercevoir des outils qui auront été créés dans un environnement culturel différent par d'autres et pour d'autres. Il est essentiel de reconnaître le danger que fait percer cette Industrie de la Décision et de ne pas sous-estimer les conséquences d'un échec ou d'une réussite en la matière.

C'est à votre Premier Ministre que j'emprunterai ma conclusion. En 1968, faisant un jour un exposé sur toutes les activités industrielles et économiques au sein d'un aréopage comprenant un très grand nombre d'hommes politiques et d'industriels américains, (et je crois que ce qu'il disait est encore plus valable pour cette Industrie de la Décision), il déclarait : "Vivre près de vous c'est un peu comme si on dormait avec un éléphant : aussi aimable et calme que puisse être ce dernier, on est inquiet chaque fois qu'il se retourne et qu'il grogne".

Tél. : 866-8541

Adresse télégraphique : "OBSJAC"

## PHILLIPS, VINEBERG, GOODMAN, PHILLIPS & ROTHMAN

AVOCATS et PROCUREURS

1, Place Ville Marie, Suite 930

Montréal 113

The Hon. Lazarus Phillips,  
O.B.E., C.R., LL.D.  
Melvin L. Rothman, C.R.  
Mitchell Klein  
Douglas C. Robertson  
Edward W. Rubin

Philip F. Vineberg, C.R.  
Neil F. Phillips, C.R.  
Jean L'Anglais, C.R.  
Daniel S. Miller  
Robert S. Vineberg  
Paul-A. Gélinas

David Goodman, C.R.  
James A. Soden, C.R.  
Ivan E. Phillips  
Alan Z. Golden  
William Fraiberg  
S. Peter Mendell

Michael D. Vineberg (Paris)

Bureau à Paris : 3, rue Scribe, Paris 9<sup>e</sup> — Tél. : 073-76-01 —

Adresse télégraphique : "PAROBSJAC"

**7<sup>3/4</sup>%**

**7<sup>3/4</sup>%**

**CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN**

Fondé en 1880

**Actif : \$262 Millions**  
**Portefeuille hypothécaire : \$225 Millions**  
**Capital et réserves : \$ 48 Millions**

(Au 15 février 1971)

**Obligations de 1 à 5 ans**  
**émises sur demande (minimum \$500)**

TAUX D'INTÉRÊT COURANTS : \*

**5 ans 7<sup>3/4</sup>%**

**4 ans 7<sup>1/2</sup>%**

**3 ans 7<sup>1/4</sup>%**

**2 ans 6<sup>3/4</sup>%**

**1 an 6<sup>1/2</sup>%**

Possibilité d'investir à intérêts composés

**APPELEZ 845-7119**

\* Ces taux sont susceptibles de changer sans préavis.

**7<sup>3/4</sup>%**

**7<sup>3/4</sup>%**

# LA BOURSE

Communiqué par Greenshields Inc.

La bourse continue de monter au Canada. Elle est soutenue par un volume important de transactions et par la hausse qui se poursuit aux Etats-Unis. Bien qu'aucune donnée fondamentale ne justifie une telle hausse, le 15 mars l'indice Dow Jones des industrielles franchissait le cap des 900 à New York, après l'avoir approché à plusieurs reprises au cours des sessions précédentes. A la mi-février, le marché avait enregistré une correction de courte durée, puis il avait repris sa tendance ascendante. Et le 18 mars le Dow Jones s'établissait à 914.02, niveau qui représente un gain d'un peu plus de 5% en un mois et de 21% depuis la mi-novembre.

Les baisses successives du taux d'escompte de la Réserve fédérale et du taux de base des banques commerciales, ainsi que la diminution parallèle des taux d'intérêt sur le marché monétaire continuent de soutenir le fort mouvement de hausse du marché. Celui-ci est favorisé également par la politique expansionniste de la Réserve fédérale à l'égard de la masse monétaire et par le fait que les organismes de placement collectif investissent une bonne partie de leurs fonds en actions, espérant que la reprise économique prévue pour cette année se traduira par une amélioration des bénéfices des sociétés.

La progression des bourses canadiennes a été moins rapide que celle de New York depuis un mois et même depuis le début de la hausse actuelle, qui date de mai dernier. L'une des raisons de cette divergence tient au fait que l'indice Dow Jones des industrielles avait baissé davantage que l'indice des industrielles de la Bourse de Toronto avant que la reprise ne s'amorce; il avait donc un certain retard à rattraper. La fermeté du dollar canadien sur le marché des changes (il vaut actuellement 99.50 cents américains environ), depuis qu'il a été libéré de sa parité fixe le 1er juin 1970, explique également cette divergence. Elle affecte en effet sérieusement plusieurs industries manufacturières importantes particulièrement exposées à la concurrence internationale (en particulier les industries de la pâte et du papier, de produits chimiques, de l'électronique, de l'aéronautique et des pièces d'automobile). Celles-ci voient leurs bénéfices diminuer de manière sensible et leurs perspectives pour 1971 — principal facteur qui influence leur tenue en bourse — sont moins favorables.

Les principaux secteurs qui ont été fermes en bourse récemment sont les suivants :

1. Les pétroles de l'ouest, le gaz naturel et les pipelines : leur fermeté est attribuable au potentiel d'augmentation de la demande de pétrole et de gaz canadiens en provenance des Etats-Unis par suite de la suppression des contingents à l'importation, ainsi qu'à la possibilité de construire un pipeline à travers le Canada pour transporter le pétrole de la baie de Prudhoe, sur le versant nord de l'Alaska;
2. Le commerce de gros et de détail, qui bénéficiera de l'amélioration prévue des dépenses de consommation;

3. Les banques, dont le volume des prêts devrait s'accroître avec la reprise des affaires en 1971 et par la suite;
4. Les cuprifères qui ont monté à la suite de la nouvelle d'après laquelle le Chili, important producteur mondial de cuivre, fait face à des difficultés de production qui pourraient l'empêcher d'honorer ses contrats d'exportation.

Pendant ce temps, la politique économique reste expansionniste. Pour accélérer la reprise de l'activité et également pour contrebalancer les conséquences défavorables du taux de change élevé, la Banque du Canada a poursuivi sa politique d'assouplissement des conditions du crédit; elle a abaissé graduellement son taux d'escompte (qui est passé de 8% au début de 1970 à 5 $\frac{1}{4}$ % en ce moment), ce qui a pour effet de faire baisser les taux à court terme, et elle a accru régulièrement la masse monétaire. L'augmentation des dépenses des pouvoirs publics, dans le but de résorber du chômage, constitue un autre stimulant.

Etant donné cette politique et les prévisions encourageantes de l'économie en 1971, les perspectives à court terme de la bourse restent favorables. Il est possible toutefois qu'une pause intervienne dans la hausse actuelle.

## Greenshields Incorporated



4 Place Ville Marie, Montréal

### Tous Services Financiers

- Ordres en Bourse
- Opérations sur le Marché Monétaire
- Souscription et Distribution de Titres
- Gestion de Portefeuille
- Recherche Économique et Financière



**7-12 JUIN 1971**

**3e salon international  
TRAITEMENTS DES  
SURFACES ET  
FINITION INDUSTRIELLE**



Sous l'égide du syndicat général des industries pour traitements des surfaces

*Pour les spécialistes de l'automobile, de l'aviation, de l'énergie atomique, les constructeurs de radio-télévision, d'appareillages électriques, les fabricants d'instruments médicaux, d'optique et de musique : tous les procédés connus pour améliorer les caractéristiques technologiques et la finition des matériaux :*

- PROCÉDÉS MÉCANIQUES • PROCÉDÉS CHIMIQUES
- PROCÉDÉS ÉLECTROLYTIQUES • PROCÉDÉS DE MISE EN PEINTURE ET AUTRES REVÊTEMENTS • MATÉRIELS, TRAITEMENTS ET PRODUITS ANNEXES

*et le complément indispensable de ce salon, la*

**1ère EXPOSITION  
FRANÇAISE DE FOURS  
INDUSTRIELS**



Sous l'égide du syndicat national des industries d'équipement M.T.P.S. (Groupe fours et équipements thermiques, ex. S.C.O.F.E.T.)

PROGRAMME :

- Fours de fusion et d'élaboration des métaux • Fours de réchauffage avant forgeage et laminage • Fours de forge, filage, formage, matriçage et estampage • Fours de traitement thermique, pour 1/2 produits, pièces moulées, pièces forgées, pièces chaudronnées, pièces embouties, pièces frittées, pièces assemblées, pièces mécaniques et outils • Fours de revêtement métallique • Fours de céramique, émaillerie, verrerie • Fours à chaux, ciment, plâtre • Fours pour les industries chimiques et pétrolières • Fours à coke, équipements de carbonisation et d'usines à gaz • Fours d'incinération • Fours de séchage, cuisson, polymérisation (ÉTUVES) • Equipements pour combustibles solides (foyers, grilles) • Equipements pour combustibles liquides et gazeux (brûleurs à fuel, à gaz et mixtes) • Gazogènes et générateurs d'atmosphères de conditionnement et de protection • Equipements annexes (régulation, manutention, bacs de trempe, etc...).

**3rd international  
exhibition SURFACE  
TREATMENT AND  
INDUSTRIAL FINISHING**

*For specialists in the automobile, aviation, atomic energy, radio-television, electrical apparatus, medical, optical and musical instrument manufacturers fields, all the processes known for bettering the technological characteristics and the finishing of equipment :*

- MECHANICAL PROCESSES • CHEMICAL PROCESSES
- ELECTROLYTIC PROCESSES • PAINT COVERING PROCESSES AND OTHER COATING-PROCESSES • EQUIPMENT, TREATMENTS AND RELATED PRODUCTS

*and the essential complement of this exhibition, the*

**1st FRENCH  
INDUSTRIAL FURNACES  
EXHIBITION**

PROGRAM :

- Hearth furnaces, metal processing, ferrous or non-ferrous • Reheating furnaces for forging and rolling • Furnaces for forging, drawing, shaping, stamping and swaging • Heat treatment furnaces • Metal coating furnaces • Ceramic kilns, furnaces for enamelling and glass • Kilns for lime, cement and gypsum • Equipments for chemical and petroleum industries • Gas works and coke plants • Incinerators • Furnaces for drying, firing and polymerisation (Ovens) • Fuel equipments, solid (grate-firing) • Fuel equipments, fluid (fuel oil and gas burners) • Gas generators : producers, processing and protective • Complementary equipments.

**RENSEIGNEMENTS — FOR FULL INFORMATION**

**Chambre de Commerce Française au Canada, 1080 Beaver Hall,**

**Suite 826 — MONTREAL 128 — Tel. : 866-2797**

**Pour visiter : 40, rue du Colisée — 75 Paris 8e — Tel. : 225-7750**  
**For visitors :**

**BILAN**  
de la  
**CHAMBRE**  
de  
**COMMERCE**  
**FRANÇAISE**  
au  
**CANADA**  
pour 1970

**REVENUS**

*Cotisations :*

	1970	1969
Membres — Individus .....	\$10,380	\$12,100
Membres — Sociétés .....	12,000	11,520
Membres — France .....	4,802	4,070
Membres — Honneur .....	7,200	7,500

Subventions du Gouvernement Français .....	34,382	35,190
Intérêts bancaires .....	10,000	10,000
	1,107	814

**DÉPENSES**

*Frais généraux :*

Amortissement .....	920	1,150
Bénéfices sociaux .....	413	258
Electricité .....	329	273
Entretien des listes .....	—	548
Entretien et réparations .....	—	472
Fournitures de bureau et documentation .....	3,311	5,121
Frais divers .....	1,454	4,672
Loyer .....	5,775	5,775
Postes et téléphone .....	2,941	3,167
Provisions pour impression de la liste des membres .....	1,450	1,500
Taxe .....	461	287
Subventions .....	1,000	920
Frais de représentation et de déplacements .....	4,698	569
Salaires .....	19,385	18,818

	42,137	43,530
	3,352	2,474
Revue — excédent des revenus sur les dépenses .....	766	998
Déjeuners — excédent des dépenses sur les revenus .....	(2,323)	(953)
Salons — excédent des revenus sur les dépenses .....	466	—
Voyages — revenus .....	494	—

**EXCÉDENT des revenus sur les dépenses**

pour l'année terminée le 31 décembre .....	\$ 2,755	\$ 2,519
--	----------	----------

**BILAN**

au 31 décembre 1970

**A C T I F**

	1970	1969
<b>Actif à court terme</b>		
Argent en mains et en banque .....	\$ 2,923	\$ 1,538
Comptes à recevoir .....	2,720	2,644
Dépôts à terme, 6½% .....	10,000	12,759
Frais à courir .....	—	200
	15,643	17,141

**Actif immobilisé — au prix coûtant**

Mobilier de bureau .....	8,423	8,423
Moins : Amortissement accumulé .....	4,743	3,823
	3,680	4,600

**Autre actif**

Cautionnement — timbres .....	295	295
	\$19,618	\$22,036

**P A S S I F**

**Passif à court terme**

Comptes à payer .....	\$ 67	\$ 1,378
Provision pour impression de la liste des membres .....	1,500	1,500
	1,567	2,878

**Revenu différé**

Cotisations perçues d'avance .....	9,019	12,881
------------------------------------	-------	--------

**A V O I R**

Solde au 1er janvier .....	6,277	3,758
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'année terminée le 31 décembre .....	2,755	2,519
	9,032	6,277
	\$19,618	\$22,036

## NEW FOOD SOURCES

Scientists keep warning us that the world's rapidly rising birth rate, generally longer individual life span, plus a ravenous-rate consumption and prevalent pollution and depletion of our conventional food sources and supplies, relentlessly are hastening us to an "overpopulated" world, at least in terms of available and foreseeable food production.

The U.N.'s Food and Agriculture Organization (FAO) as early as 1965, in fact, ruefully noted that only 28 percent of the world's population were receiving enough calories and only 17 percent enough proteins, and that the problem each year becomes more difficult due to demographic expansion, especially in the poorer countries. In short, that we are heading toward large-scale malnutrition and even starvation in various areas.

Population control is one answer.

Anti-pollution measures, another.

But more — and more efficient — food production, particularly of proteins, probably is going to have to be the big answer.

### MORE SUSTENANCE FROM LAND AND SEA

On this, one major effort must be to water and fertilize present arid, barren lands, and also to put the last of the virgin lands under the plough.

Another important, and authoritative, advice from the United Nations Food and Agriculture Organization, is that: "It is inevitable that man will turn toward the sea for more and more of his future food supplies."

FAO official and expert Roy I. Jackson, to *Newsweek*, has well posed the problems, possibilities and projects: "Since the end of World War II, the harvest of the 70 percent of the world covered by water has increased by an average of five percent per year compared with an approximate two percent per year increase in food production from dry land. But even now, with the annual world fish catch running at more than 50 million tons per year, the waters are providing only about 11.5 percent of mankind's animal protein supplies, only slightly more than one percent of total food supplies... About 60 percent of the catch is consumed by humans, either fresh, frozen or cured. About 30 percent is reduced to fish-meal..."

### NON-POLLUTION PERMITTING ...

"But man's relationship to the high seas today is that of man to the land thousands of years ago; he is a hunter taking what he finds at large in the ocean." Nevertheless, "a change is coming. If we are still far away from farming the sea, a great deal of experimental work has nevertheless now been started."

The U.N.'s FAO for long has been working hard and well on this challenge. One of its main successes has been in the widespread development, especially in poorer places, of inexpensive and extremely productive "fish-farming." (Creation of artificial inland lakes and ponds for the raising of fish.)

### FRENCH IN FOREFRONT

The French, and their pertinent private and public organizations are taking the problem—and have effectively begun to deal with it—quite seriously.

France's agriculture, of course, continues to raise its productivity and increase the size of its crops, so that it not only feeds the nation well, but exports very large amounts, for instance, of vegetables, fruits, fish and wines.

And the French have been taking significant steps—in every element of the earth—to create new food sources and products, primarily in much-needed proteins.

### THE TURN TO OIL AND GAS

The Institut Français du Pétrole (French Petroleum Institute, or I.F.P.), a nonprofit research organization of the French oil industry, some time ago clearly posed the challenge by pointing out that: "In the case of human or animal feed, any method capable of massively and cheaply producing substances containing appreciable amounts of proteins is of vital importance in stopping existing protein deficiency and preventing it from becoming worse."

### FISH IN YOUR OWN BACK GARDEN ?

In another initiative and search for valid new food sources, well-fed France—just like many "developing" but food-short countries—is following the advice of FAO's and other concerned world nutritionists to make significant efforts in the field of "fish farming."

For just one instance—now in full operation on a tributary of the Hérault river, close by Lodève, near Montpellier in southern France, is a large and successful fish farm. It has 46 incubation tanks, 35,310 cubic feet of fish-growing basins, and 70,260 cubic feet of spawning stream and fish-growing culverts. *Each year this one installation alone produces 1,000,000 young fish, of which 50,000 "Fario d'Automne" trout, 150,000 "summer-size" rainbow trout, and 160,000 "normal-size" rainbow trout. In all, this fish farm along the Le Mas de Mérou stream produces 20 tons of salmonoid fish a year.*

*Altogether, France now produces 12,000 tons of trout a year in its more than 900 "fish farms."*

## NEWS FROM TORONTO

### The new French Trade Commission in Toronto



M. Degoutin

Monsieur Maurice Degoutin was guest speaker at our January luncheon and was introduced to our members by our President, Léon Katz. Monsieur Degoutin was previously posted in Germany and Italy. This is his first time in North America. In his address, M. Degoutin emphasized the fact that French industrialists were more and more looking at Ontario as a major market deserving a greater interest than they had been granting in the past. About 100 delegates from French firms will be visiting Toronto in 1971 in an operation known as "Operation North America" launched by M. Valéry Giscard d'Estaing, French Minister for Economy and Finances.

### 1971 Elections in Montreal

On March 2nd, 1971, the Chambre de Commerce Française au Canada held its Annual General Meeting which was attended by Monsieur Jean Trocmé, Conseiller Économique et Commercial près l'Ambassade de France as well as the French Trade Commissioners in Montreal and Toronto, MM. Pierre-Louis Labadie and Maurice Degoutin. Our Ontario Section was represented by its President, M. Léon Katz.

Monsieur Pierre Le Godec was reelected President of La Chambre de Commerce Française au Canada for a third term of office.

### Trade Opportunities from France

Products offered by French manufacturers for distribution in Ontario (For further information, please contact the French Trade Commissioner in Toronto, 185 Bay Street, Toronto, (416) 362-1257).

#### A) EQUIPMENT — MACHINERY

- A1 - Concrete moulding machines
- A2 - Ditch excavators
- A3 - Smoking, drying, roasting equipment for meats

#### B) HARDWARE

- B1 - Pliers
- B2 - Files & rasps
- B3 - Stud fasteners

#### C) ELECTRICAL & ELECTRONIC

- C1 - Amplifiers, loudspeakers
- C2 - Microphones, audio equipment
- C3 - Measuring & control instruments

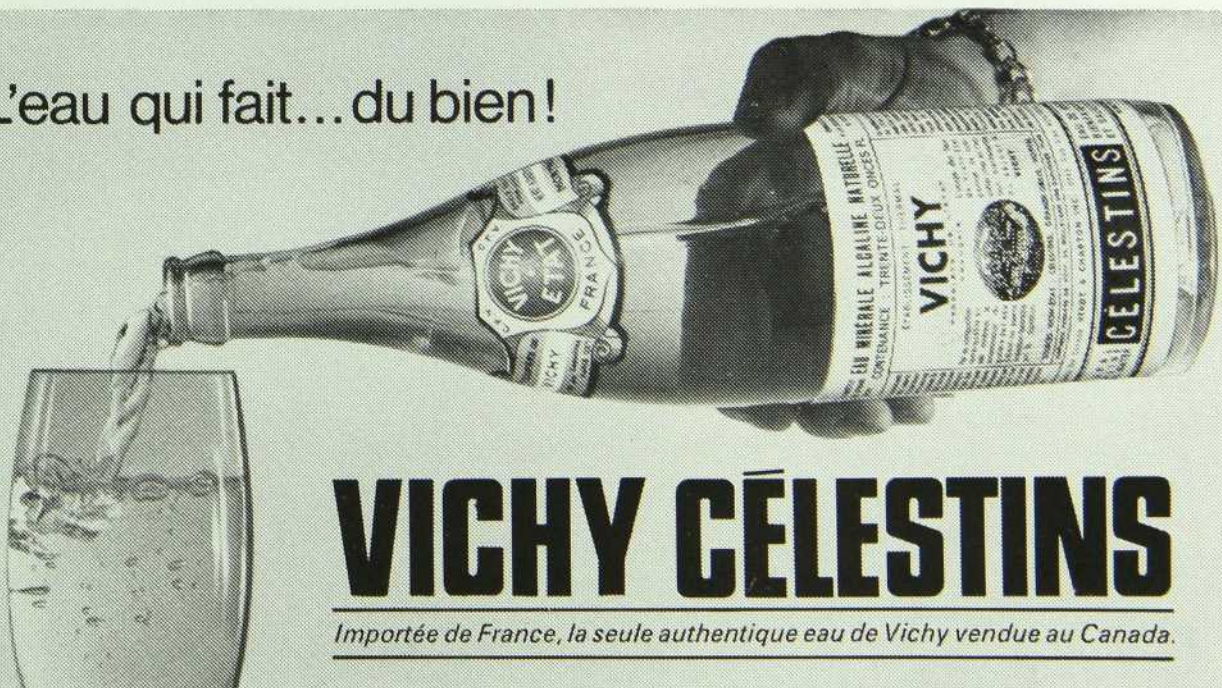
#### D) TEXTILE PRODUCTS

- D1 - Foundation garments
- D2 - Lingerie

#### E) FOOD PRODUCTS

- E1 - "Biscottes" cookies
- E2 - Vinegars
- E3 - Wines and liquors

L'eau qui fait... du bien!



# VICHY CÉLESTINS

*Importée de France, la seule authentique eau de Vichy vendue au Canada.*

## MAHEU, NOËL, ANDERSON, VALIQUETTE & ASSOCIÉS

Comptables agréés

507, Place d'Armes, Montréal 126

Tél. : 842-6651 842-9709

J. Emile Maheu, C.A.  
Bernard Robert, C.A.  
A. R. Faggiolo, C.A.  
Gilles Yergeau, C.A.  
Claude Henry, C.A.

Jean Valiquette, C.A.  
Roméo Carle, C.A.  
Guy Amideneau, C.A.  
André Côté, C.A.  
Roméo Grenier, C.A.

J. Charles Anderson, C.A.  
Adonias Dagenais, C.A.  
Guy Landry, C.A.  
Marcel Lamontagne, C.A.  
Gilles Murray, C.A.

Rodolphe Maheu, C.A.  
Marcel Hurtubise, C.A.  
Lucien Jarry, C.A.  
Michel Riccio, C.A.

SOCIÉTÉ NATIONALE AFFILIÉE: Collins, Love, Eddis, Valiquette & Barrow, Comptables agréés  
Vancouver, Calgary, Winnipeg, Toronto, Montréal, Halifax et autres villes au Canada  
Représentants en Grande-Bretagne et aux États-Unis d'Amérique

# Tout bien calculé

voici la formule idéale!

### Compte d'Épargne Véritable

Il rapporte un bon taux d'intérêt et permet de réaliser vos projets. Il assure un meilleur contrôle de vos économies.

### Compte de Chèques Véritable

Combiné au Compte d'Épargne Véritable, il permet de bien gérer votre budget. Il vous procure, gratis, un relevé mensuel et un portefeuille "Chèquerétaire" contenant vos chèques personnalisés.



Formule idéale: les Comptes Véritables de la



## Banque de Montréal

La Première Banque au Canada

# LE CANADA PRÉSENT À DEUX IMPORTANTS SALONS EN FRANCE EN 1971

Le Canada participera cette année à de nombreux Salons et Expositions spécialisés Français, dont deux très importants :

Trente sociétés aéronautiques Canadiennes seront représentées au 29<sup>ème</sup> Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace du Bourget (27 mai au 6 juin), considéré comme la plus importante manifestation dans le domaine de l'industrie aérospatiale. Comme thème de sa participation, le Canada a choisi les appareils à décollage et atterrissage courts.

Rappelons que le Canada avait participé de façon très positive aux quatre dernières foires biennales, et qu'il sera l'un des cinq pays à présenter un pavillon national.

\* \* \*

Étant donné le grand succès remporté par la participation Canadienne aux deux derniers Salons du Bâtiment à Paris, favorisant ainsi effectivement la pénétration du marché Français, le Canada sera activement présent à la Porte de Versailles, du 18 au 28 Novembre, à l'occasion de "Batimat 71".

La Chambre de Commerce Française vous rappelle qu'elle organise pour ses membres deux voyages-groupe à l'occasion de ces deux manifestations internationales :

— le premier, du 28 mai au 6 juin, vous permettra d'assister au 29<sup>ème</sup> Salon de l'Aéronautique et de l'Espace.

— le second, du 19 au 28 novembre, correspond aux dates du 8<sup>ème</sup> Salon de la Construction et des Industries du second oeuvre.

Du 12 au 19 Mai 1971, à Paris, le 14<sup>ème</sup> Salon International de la Manutention

La manutention évolue vite : elle peut si elle est bien adaptée à chaque société faire réaliser de sérieuses économies, mais elle peut au contraire, si elle n'est pas étudiée rationnellement, coûter cher, très cher même non seulement aux dirigeants et patrons des sociétés, mais également à la Nation.

La manutention s'intègre ainsi à la gestion et fait de plus en plus partie de la conception générale du processus de production. Dans cette optique, le choix des matériels est déterminant. L'Équipement doit être choisi en fonction de sa propre efficacité en tous points du circuit des produits.

C'est donc en s'informant et en visitant le 14<sup>ème</sup> Salon International de la Manutention que l'industriel peut être compétitif non seulement à l'échelon du pays, mais encore à l'échelon Européen et même Mondial.

Cette manifestation mondialement connue et qui attire tous les deux ans de nombreux visiteurs étrangers, bénéficiera cette année d'un environnement exceptionnel avec les journées de conférences organisées sur les thèmes suivants :

- Manutention et environnement.
- Manutention et simulation.
- Manutention et ergonomie.
- Manutention et sécurité.
- Manutention et distribution.

Le Salon sera accompagné cette année par la présentation à l'air libre sur 10,000m<sup>2</sup> de matériels de containerisation — ce sera le "Premier Salon de la Containerisation".

## RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARÉ & ASSOCIÉS

Comptables agréés

JACQUES RAYMOND, C.A.  
LÉO DAVIGNON, C.A.  
JEAN-PIERRE ROY, C.A.  
L. CLAUDE MERCURE, C.A.  
LÉO PROVENCHER, C.A.  
GERMAIN CHAPDELAINÉ, C.A.  
GÉRALD LANGLOIS, C.A.  
JACQUES LAQUERRE, C.A.

GUY CHABOT, C.A.  
ROBERT E. L'ABBÉ, C.A.  
SERGE SAUCIER, C.A.  
GASTON BÉLIVEAU, C.A.  
CLAUDE ST-DENIS, C.A.  
GUY MASSET, C.A.  
HUBERT CLOUTIER, C.A.  
MARC-ANDRÉ MORIN, C.A.

GUY MARTIN, C.A.  
PAUL VERNER, C.A.  
JEAN BRISSETTE, C.A.  
JACQUES GIRARD, C.A.  
GABRIEL GROULX, C.A.  
CHARLES WEISS, C.A.  
ROGER BACON, C.A.  
CAROL LAPOINTE, C.A.

JACQUES PARÉ, C.A.  
L. PHILIPPE RONDEAU, C.A.  
GILLES ST-PIERRE, C.A.  
ROBERT GAGNON, C.A.  
MICHEL GUERTIN, C.A.  
RENÉ BEAUREGARD, C.A.  
BERNARD VERRONNEAU, C.A.  
SERGE HUOT, C.A.

**820 Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal 115, Canada**

**Téléphone : 514-878-2691**

Société nationale affiliée

RAYMOND, CAMPBELL, BÉLANGER, WALTON, CHABOT & WILLETTS

Montréal - Sherbrooke - Lac Mégantic - Rouyn - Toronto - London - Edmonton - Vancouver - Victoria - Penticton

*Amateurs de bonne cuisine  
et de bons vins de France*

vous trouverez chaque mois dans la revue française

**C. V. F.**

## Cuisine et Vins de France

des **menus** pour vos réceptions; la cuisine d'aujourd'hui; la recette filmée; des **recettes** de cuisine régionale; des **conseils** pour le choix de vos vins.

des études sur les vignobles; des **fiches techniques** détachables permettant de se constituer une documentation précise et complète sur les vins de France.

*Spécimen gratuit sur demande à*

**"Cuisine et Vins de France"**

6, avenue du Coq, Paris 9e

Abonnement d'un an : \$11

CCP CO. PA. TE. CO. Paris 8043-86



### Ne cherchez plus...

Vous vous demandez où tenir une importante réunion d'affaires, une conférence de presse, une exposition, un défilé de mode, un grand bal ou une réception intime ?

### Ne cherchez plus...

Au Ritz-Carlton vous avez le choix de plusieurs salons; vous y trouverez le décor élégant et l'ambiance agréable nécessaires à un événement dont vous voulez faire un succès.

**Le RITZ-CARLTON c'est l'excellence en tout.**

(Le numéro de téléphone du Directeur des Banquets est 842-4212)

il n'est pas  
de fins becs  
qu'à Paris



Fidèles disciples de Rabelais, les gourmets formant le Comité Canadien des Vins de France perpétuent au Canada la tradition de l'abbaye de Thélème par de nombreuses initiatives: publications, cours de sommellerie, concours, conférences, films, dégustations et campagnes publicitaires. Protagoniste du bon goût français, le C.C.V.F. est à votre service.

*Brochure gratuite sur demande*



**COMITÉ CANADIEN DES  
VINS DE FRANCE**

Place Bonaventure • Boîte postale 177 • Montréal 114, P.Q.

la qualité  
française  
au service des  
gourmets canadiens



Filiale canadienne de la SOPEXA, de Paris, l'Office Français de l'Alimentation a pour mission de faire mieux connaître et de stimuler la vente des produits alimentaires et agricoles français au Canada.

Son service d'information est à la disposition des importateurs, distributeurs, détaillants et consommateurs.

*Brochure gratuite sur demande*



**OFFICE FRANÇAIS  
DE L'ALIMENTATION**

Place Bonaventure • Boîte postale 177 • Montréal 114, P.Q.

# CALENDRIER DES SALONS INTERNATIONAUX FRANÇAIS

## CALENDAR OF FRENCH EXHIBITIONS

DATES	EMPLACEMENTS	MANIFESTATIONS
DATES	SITES	EXHIBITIONS
MAI 12 — 19	C.N.I.T. 4, place de la Défense - 92-Paris-Puteaux.	<b>Salon International de la Manutention et de la Containerisation</b> International Handling Equipment Exhibition and Container Equipment
19 — 25	01-Oyonnax.	<b>Salon International des Plastiques</b> International Plastics Exhibition
19 — 25	Parc des Expositions Porte de Versailles - 75-Paris-15 <sup>e</sup> .	<b>Salon « Le Cadeau et l'Entreprise »</b> "The Business Gift" Fair
27 mai 6 juin	93-Aéroport du Bourget.	<b>Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace</b> International Aeronautics and Space Show
JUIN 7 — 12	C.N.I.T. 4, place de la Défense - 92-Paris-Puteaux.	<b>Salon International « Traitements des surfaces et finitions industrielles »</b> Surface Treatment and Industrial Finishing Exhibition
10 — 14	01-Oyonnax.	<b>Salon International de la Lunetterie et du Matériel pour Opticiens</b> International Optical Equipment Exhibition
20 — 25	Aéroport du Bourget 93-Le Bourget.	<b>Salon de la Maroquinerie et Articles de Voyage</b> Leather Goods and Luggage
22 juin 1 <sup>er</sup> juil.	Parc des Expositions Porte de Versailles - 75-Paris-15 <sup>e</sup> .	<b>Exposition International de la Machine Textile - ITMA -</b> I.T.M.A. 6th International Exhibition of Textile Machinery

Fondé en 1915

### Lorenzo Bélanger et Associés

Comptables agréés — Chartered Accountants

En collaboration avec

Société d'Études Économiques et Comptables  
Société d'Expertise Comptable, inscrite au tableau de  
l'Ordre de Paris

Montréal, Canada

Paris, France

**Bureaux :**

1980 ouest, rue Sherbrooke, Montréal 109, Qué.

110 est, rue Racine, Chicoutimi, Qué.

60, rue Jouffroy, Paris (17<sup>e</sup>)

### BERNARD NANTEL, C.R.

AVOCAT

Etude:

Nantel, Mercure, Poliquin et Lamontagne

507, Place d'Armes, 18<sup>e</sup> étage,

Montréal 126

Tél. : 842-3971



Les meilleurs  
vins  
de France

**B&G**



Agents:

International Wines & Spirits Ltd.

Montréal. (514) 878-3387

ÉNERGIE  
 BARRAGES  
 AMÉNAGEMENTS PORTUAIRES  
 ROUTES — PONTS — VOIES FERRÉES  
 INDUSTRIES  
 BÂTIMENTS  
 ÉTUDES ÉCONOMIQUES  
 GESTION DE PROJETS



**Asselin, Benoit, Boucher,  
 Ducharme, Lapointe**  
**TECSULT INTERNATIONAL LIMITED**  
 INGÉNIEURS-CONSEILS

Montréal

Canada

Câble : STARBER, Montréal

Télex 05-25176

## St-Arnaud & Bergevin Ltée

Courtiers en douanes. Expéditeurs internationaux.  
 Entreposeurs

410, rue St-Nicolas, Montréal 125  
 Téléphone : 845-4161

★

SUCCURSALES :

Montreal Truck Sufferance  
 Warehouse

7403, boul. Newman,  
 Lasalle, P. Q.

Intermediate Terminals  
 Warehouse

10755, Chemin Côte de Liesse,  
 Montréal, P. Q.

Air Cargo Terminal

Aéroport de Montréal,  
 Dorval, P. Q.

ENTREPÔTS : 780 St-Rémi

★

Membre de la Chambre de Commerce Française au Canada

Fondée en 1910 — Toujours à l'avant-garde

## WESTMOUNT REALTIES COMPANY

1367 avenue Greene, Montréal 215 Québec  
 Téléphone : 935-8541

SERVICE COMPLET DE COURTAGE IMMOBILIER

Domiciliaire E.A. Zinay, F.R.I.  
 Placement G.C. Gagnon, Adm.A., F.R.I.  
 Industriel L.A. Lépine, S.R.I.  
 Commercial R. Saint-Cyr

Membre : Chambre d'Immeuble de Montréal

## RIEL, BISSONNETTE, VERMETTE & RYAN

Avocats et Procureurs

**Tour de la Bourse**  
**800, Square Victoria - Suite 2104**  
**Montréal 115**

Maurice Riel, c.r. Albert Bissonnette, c.r.  
 Clermont Vermette Gerald J. Ryan, c.r.  
 Jaime W. Dunton Jean-Louis Tétrault  
 Michel Green Bernard Grenier



hommages de

## POULENC<sup>LTÉE</sup>

FABRICANTS DE SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES



8580 ESPLANADE, MONTRÉAL 351

## SALVADOR DALI ET LES AFFICHES TOURISTIQUES DE LA S.N.C.F.

À la fin du siècle dernier, en 1890 très exactement, les compagnies de chemins de fer avaient pris l'initiative de faire éditer des affiches touristiques, et depuis lors les grands réseaux et ensuite la S.N.C.F. en ont édité environ un millier.

En 1948, la S.N.C.F. innova en réalisant certaines de ces affiches touristiques à partir de toiles qu'elle avait spécialement commandées à des peintres renommés : ainsi furent éditées, de 1948 à 1968, des affiches "Toiles de Maîtres" qui ont été amplement diffusées en France et à l'étranger.

Quand, en 1968, la S.N.C.F. décida de commander à un peintre de grand renom un tableau qui lui permettrait d'éditer une nouvelle affiche "Toile de Maître", elle envisagea de faire appel au Maître Salvador DALI. Monsieur Charles DRAEGER se fit l'interprète de la S.N.C.F. auprès de Salvador DALI dont on sait l'intérêt passionné qu'il porte à la Gare de Perpignan et, par là, aux chemins de fer.

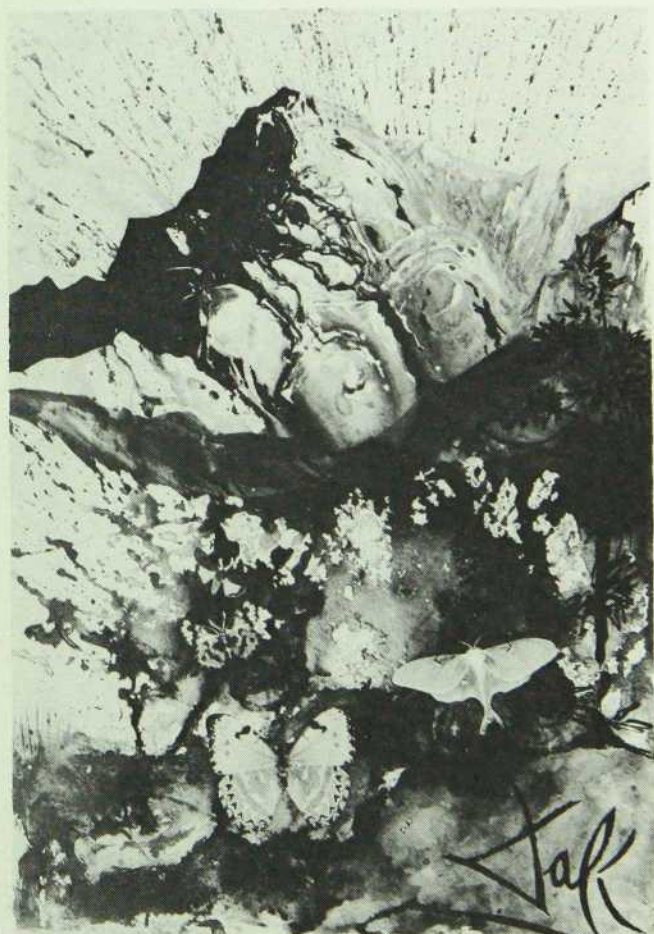
Salvador DALI se proposa, en réponse à la suggestion de la S.N.C.F., de faire non pas un seul, mais

six tableaux dont très généreusement il abandonna à la S.N.C.F. les droits de reproduction. Ainsi furent réalisées les 6 toiles — Paris, la Normandie, l'Alsace, les Alpes, l'Auvergne, et le Roussillon — reproduites en affiches pour le compte de la S.N.C.F.

Leur vernissage a eu lieu à Paris le 29 avril 1970 dans la grande salle du buffet de la Gare de Lyon, un des lieux de prédilection de Salvador DALI. Trente affiches touristiques éditées par la S.N.C.F. entre 1896 et 1963 et sélectionnées parmi des centaines d'autres furent également présentées.

Après ce vernissage, les 6 affiches "Salvador DALI" et les trente affiches anciennes furent exposées dans un train spécial qui séjourna à la Gare de Paris-Lyon du 4 au 9 mai. La collection fut ensuite présentée à Clermont-Ferrand, Lyon, Marseille, Perpignan, Toulouse, Bordeaux, Rennes, Rouen, Lille et Strasbourg.

Les affiches "Salvador DALI" ainsi qu'un certain nombre d'affiches anciennes de la S.N.C.F. ont été présentées pour la première fois au Canada le 8 décembre 1970 au cours d'un vernissage cocktail dans les salons du Tourisme Français à Montréal.



**Alpes**

1969

CHEMINS DE FER FRANÇAIS



**Paris**

1969

CHEMINS DE FER FRANÇAIS

## DEMANDES

### D'EMPLOI

(Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus au Secrétariat de notre Chambre, 1080, Beaver Hall Hill, Bureau 826, Montréal 128, ou en téléphonant à 866-2797.)

- D 1701 Docteur en Sciences Économiques - 31 ans - expérience - recherche économique et financière - contrôle de gestion - cherche emploi.
- D 1702 Ingénieur Français - 34 ans - expérience direction administrative et technique - cherche emploi.
- D 1703 Français - 30 ans - formation commerciale cherche emploi dans secteur marketing et étude du marché.
- D 1704 Français - 28 ans - formation commerciale - expérience gestion personnel et comptabilité - cherche emploi.
- D 1705 Français - 27 ans - diplômé École Supérieure de Physique et de Chimie Industrielle - 2 ans expérience Canadienne dont informatique, cherche emploi dans recherche.
- D 1706 Français - 26 ans - études d'ingénieur (B. Sc.) et d'administration (MBA) aux États-Unis, 5 ans sur continent Américain, cherche emploi.
- D 1707 Professionnel exécuterait tous travaux graphisme (sigle, emballages, publicité...) à domicile.
- D 1708 Française trilingue (Fr., Ang., Esp.) - 25 ans - licenciée en Droit - Université de Paris - Master of Laws - Université McGill - expérience administration, étudierait toutes propositions tous pays.
- D 1709 Française trilingue (Fr., Ang., Esp.) 3 ans expérience Canadienne dans l'édition et l'industrie, étudierait toute proposition poste administratif.
- D 1710 Française, diplômée d'études supérieures de Géographie Urbaine, cherche emploi études aménagement du territoire ou travaux d'urbanisme.
- D 1711 Secrétaire de direction (Fr., Ang., Grec, Portugais) - 5 ans expérience Canadienne - cherche emploi.
- D 1712 Recherchons plusieurs postes pour Françaises secrétaires (bilingues ou non), sténo-dactylos, avec ou sans notion de comptabilité.
- D 1713 Français - 25 ans - École Supérieure de Commerce, Paris, 2 ans expérience Nord-Américaine, parfait bilingue + Esp., cherche emploi commerce international.

# Beefeater, le "dry gin" le plus en demande au Québec

**distillé et embouteillé à Londres**  
si doux qu'il se prend pur

## NOUVELLES DE FRANCE ET DU CANADA

### La production sidérurgique française

Selon les statistiques provisoires diffusées par la Chambre syndicale de la sidérurgie française, la production de fonte brute pour 1970 atteindra 19 280 000 tonnes, contre 18 212 000 tonnes en 1969 et celle d'acier brut 23 850 000 tonnes contre 22 511 000 tonnes dont 6 900 000 tonnes d'acier à l'oxygène pur contre 4 947 000 tonnes.

En ce qui concerne la production de fonte brute, celle-ci s'est accrue en 1970 de près de 6% par rapport à celle de l'année précédente.

L'accroissement de la production d'acier brut a été identique à celui de la production de fonte. Il a été beaucoup plus rapide que celui de la production de l'ensemble des pays du Marché Commun qui a été un peu supérieur à 2%.

La part de l'acier à l'oxygène pur a continué à progresser, passant de 22% en 1969 à 29% en 1970.

Les livraisons françaises de produits finis laminés en aciers courants et spéciaux sur l'ensemble des marchés, peuvent être évaluées à environ 19 millions de tonnes en 1970 et ont ainsi progressé d'un peu plus de 3% par rapport à celles de l'année 1969.

Sur le marché intérieur, les livraisons ont été de 13 360 000 tonnes contre 12 843 000 tonnes et à l'exportation, de 5 590 000 tonnes contre 5 500 000 tonnes (dont 2 580 000 tonnes, contre 2 430 000 tonnes à la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, 360 000 tonnes contre 346 000 à la zone franc et 2 650 000 tonnes contre 2 724 000 aux pays tiers). Le total des livraisons a donc atteint 18 950 000 tonnes contre 18 343 000 tonnes en 1969, soit une progression de 3,3%.

L'augmentation de la consommation réelle d'acier d'une année à l'autre a été d'environ 6%. Elle a été du même ordre que celle de la production intérieure brute, alors qu'elle lui avait été souvent inférieure les années passées.

En effet, en 1970 l'activité des industries d'équipement et celle de l'industrie automobile, grosses consommatrices d'acier, ont été très favorablement orientées; la progression de leur production a largement compensé la stagnation de celle des industries de la première transformation de l'acier (tubes, tréfilages, etc.) et de l'industrie du bâtiment, ainsi que la réduction de l'activité des fabricants d'appareils ménagers.

### Treize millions de touristes étrangers en France en 1970

Les récentes statistiques calculées par les Services du Ministère de l'Équipement sur la base des calculs effectués par le Commissariat Général au Tourisme, ont

permis de dégager une très nette augmentation des touristes étrangers en France, en 1970.

La France aura accueilli en 1970 près de 13 millions de visiteurs venus de l'étranger. Par rapport à 1969, l'augmentation est d'environ 7% pour les arrivées; pour les nuitées, elle semble plus faible et doit se situer autour de 4%.

Parmi les résultats obtenus par le Ministère de l'Équipement certains se dégagent plus nettement. Ainsi il apparaît que les plus fortes augmentations du nombre de touristes étrangers proviennent des ressortissants britanniques (+250 000), des citoyens américains (+200 000) et des Allemands (+170 000).

Si les touristes en provenance du continent latino-américain n'ont été que 250 000 environ en 1970 (contre 1 770 000 Allemands, 1 650 000 Britanniques et 1 640 000 Belges et Luxembourgeois), ce sont eux en revanche dont la durée moyenne des séjours a été la plus longue (20 jours). Viennent ensuite les 750 000 touristes suisses (10 jours en moyenne); les Belges et les Luxembourgeois (9 jours), les Britanniques, les Italiens, et les Autrichiens (8 jours).

Les résultats de 1970 peuvent donc être considérés comme satisfaisants, surtout si l'on tient compte du fait que les pourcentages élevés de l'accroissement du mouvement touristique en direction de la France sont fournis par les pays comme la Grande-Bretagne (+ 18%), les États-Unis (+ 18%), le Canada (+ 14%) et l'Allemagne Fédérale (+ 10,6%), pays où le Commissariat général au Tourisme s'était efforcé d'assurer une campagne de promotion et de publicité.

### Le commerce extérieur de la France

Le commerce extérieur de la France a été très légèrement déficitaire en décembre. Les exportations ont atteint — après correction des variations saisonnières — 8,7 milliards de francs et les importations 9,3 milliards de francs, soit un taux de couverture des achats par les ventes de 93,3%. Compte tenu du mode de calcul des services des douanes, ce taux correspond à un déficit de 1,5% environ.

Avec les pays étrangers situés hors de la zone franc, les résultats sont un peu moins favorables. Les importations (8,5 milliards de francs) ont couvert les exportations (7,8 milliards de francs) à 91,5%, ce qui correspond à un déficit de 4,5% environ. Par rapport à novembre, les importations baissent légèrement (-0,3%); il en va de même pour les exportations (-0,9%).

Par rapport à décembre 1969, les résultats de décembre 1970 font apparaître une progression de 19,8% des importations et de 17,8% des exportations.

Au cours de l'année 1970, les importations de la France en provenance des pays situés en dehors de la

zone franc se sont élevées à 96,77 milliards de francs (moyenne mensuelle: 8,06 milliards de francs), soit une progression de 19,4% par rapport à 1969.

Les exportations ont atteint 88,14 milliards de francs (7,34 milliards de francs de moyenne mensuelle), soit une augmentation de 28,6% par rapport à 1969. Les ventes ont couvert l'année dernière les achats à 92% contre 84,6% en 1969; c'est dire que le déficit du commerce extérieur de la France qui avait été de 10% en 1969, a presque complètement disparu en 1970, année où il n'a été que de 3% environ.

Sur l'ensemble de l'année 1970, souligne le communiqué, le taux de couverture des échanges s'établit à 93,6%, ce qui correspond à une situation d'équilibre. La comparaison de ce résultat avec celui qui avait été observé en 1969 (taux de couverture sur l'ensemble de l'année 86,6%), met en évidence le redressement réalisé depuis un an.

Quant à la correction des variations saisonnières qui permet de dégager la tendance, à court terme, elle fait apparaître le maintien du mouvement de stabilisation des importations amorcé depuis quelques mois et la poursuite de la progression des exportations.

#### Les réserves françaises ont augmenté de 14 219 millions de francs en 1970

Au cours du mois de décembre 1970, les opérations effectuées sur le marché des changes ont dégagé un excédent de 731 millions de francs (soit 131,7 millions de dollars). Compte tenu de ces résultats, les réserves nettes de la France se sont accrues au cours de l'année 1970 de 14 219 millions de francs (soit 2 562 millions de dollars).

L'excédent dégagé en décembre a été utilisé, selon le ministère de l'Économie et des Finances d'une part, pour un versement de 715 millions de francs (soit 128,7 millions de dollars) au Fonds monétaire international, ce qui correspond à la part versée en or de l'augmentation de la quote part de la France; d'autre part, pour l'achat de 16 millions de francs (3 millions de dollars) de droits de tirages spéciaux.

Au 31 décembre 1970, les réserves s'élevaient à 26 601 millions de francs (4 789,4 millions de dollars) se répartissant comme suit:

— Encaisse or et disponibilités à vue à l'étranger de la Banque de France: 26 255 millions de francs;

— Fonds de stabilisation des changes: 346 millions de francs.

#### La société minière et métallurgique de Pennaroya annonce un vaste programme d'exploration

M. Pierre de Bretizel, vice-président de Pennaroya Canada Limitée, a révélé que sa compagnie se livrera en 1971 à une exploration minière intensive dans plusieurs régions du Canada. Fondée en 1967 avec un bureau à Québec, cette société a depuis ouvert des bureaux à Toronto et Vancouver. Sa société-mère, Pennaroya France, est le plus important producteur de plomb du monde et le septième en ce qui concerne le zinc. Elle est contrôlée par la société française Le Nickel qui, en association avec la compagnie canadienne Noble Mines and Oils, vient de découvrir un important gisement d'or en Californie.

### DOUBLEZ LA RENTABILITÉ DE VOTRE COMMERCE EN DEVENANT LE CONCESSIONNAIRE DE PRONUPTIA DU CANADA

PRONUPTIA est la première chaîne mondiale spécialisée dans le mariage. Son chiffre d'affaires a décuplé en dix ans.

PRONUPTIA vous offre, tout en conservant votre entière et totale indépendance, de vous associer à sa réussite.

En vous apportant son appui complet et son expérience pour l'étude, le lancement et la mise en valeur de votre fonds, en vous informant sur le plan de la modernisation, de la gestion des stocks, des achats et de la rentabilité, en vous faisant bénéficier de sa publicité et de son renom, de ses services de promotion, de sa centrale d'achats, PRONUPTIA vous offre la formule la plus dynamique du commerce moderne: la chaîne libérale et volontaire à activité très spécialisée.

La haute rentabilité d'une concession PRONUPTIA peut être facilement prouvée.

IL VOUS SUFFIT de disposer d'un magasin libre ou libérable dans le centre de votre ville ou de capitaux permettant de l'acquérir. Votre dynamisme et l'équipe PRONUPTIA fera le reste.

Annonce valable pour l'ensemble du Canada

**PRONUPTIA**  
Galerie Bonaventure  
Boîte Postale 949, Montréal  
Tél. : 861-3471

### Thermo-Blower snow removers at Orly Airport

Orly Airport has been using a thermo-blower snow remover built by Société Bertin since 1967. It has just decided to buy a second piece of equipment so as to keep its runways open no matter what the weather conditions may be.

The Bertin thermo-blower snow remover uses thermal and kinetic energy from aviation jet-engine exhaust gas. The thrust gas is channeled into four main nozzles arranged perpendicularly to the direction in which the vehicle moves, and the nozzles are fitted with jetstream deflectors. The two central nozzles are semi-circular and the two lateral ones can be folded back for fast snow removal from roads or taxiing areas.

With a span of 45.93 ft., the Bertin thermo-blower snow remover is designed to remove fresh snow over a width of 131 ft. at an average speed of 9.32 mph. It can be used at slower speed for packed snow, ice and rain. In all cases, it leaves a perfectly dry runway behind it.

### The new Roissy-en-France Airport

The first Air Terminal and runway No. 1 of the Roissy-en-France Airport near Paris will start operating by the end of 1972. It will cover 7 400 acres including 2 500 acres of buildings and five air terminals and a giant control tower of 262½ ft. in height, and will be able to handle 50 million passengers a year as against the 10 millions handled by ORLY Airport in 1970.

### Aerazur net barrier

At Edwards Airforce Base, Calif., a plane of the B-52 type with a cargo load of 135 tons and moving at 118 mph was stopped without damage by a net barrier manufactured by Aerazur.

### Telecommunication Industry

Compagnie Industrielle des Télécommunications (C.I.T.) a subsidiary of Compagnie Générale d'Électricité (C.G.E.) has been awarded the International Trophy for Technology by the Geneva International Promotion & Prestige Institute for its contribution to the advance of techniques in the field of communications and automation.

C.I.T. has especially tackled the problem of the reliability of electronic transmission means, electronic switching in the field of telephones and research on the use of lasers in transmission of information.

### French Laser Reflector on the Moon

A French Laser Reflector developed in France by the National Space Research Center (CNES) was set on the moon by "Luna 17". The Laser reflector is operating successfully and echoes at the Pic du Midi Observatory as well as at the Crimean Observatory.

### A liquefied gas tank construction group

Creusot-Loire, Gaz de France, Gaz-Transport, Spie-Batignolles and Sofregaz have combined to form an economic group for the purpose of handling the engineering and construction of tanks of all capacities for the dryland or subsea storage of liquefied gas using a technique patented by Gaz-Transport and Gaz de France.

### Construction d'une nouvelle usine des Ciments Lafarge

La société Canada Cement Lafarge Limited projette la construction d'une nouvelle usine à Bath (Ontario). Cette usine, représentant un investissement de 50 millions de dollars canadiens, sera le plus grand établissement de ce type existant au Canada. Sa production annuelle sera de 1,1 million de tonnes de ciment non-broyé (clinker). Les appels d'offre seront lancés au cours de l'été 1971 et les travaux devraient commencer à l'été 1973.

### Renault vend des moteurs pour la Manic

La division Renault moteurs vient de conclure avec la Société des automobiles Manic un accord pour la fourniture de groupes propulseurs 1.289 cm<sup>3</sup> et de pièces diverses pour le montage de la nouvelle voiture de sport canadienne : la Manic "G T".

La Société Manic est le premier constructeur d'automobiles typiquement canadien. La nouvelle usine, qui vient d'être terminée, s'élève à Granby, près de Montréal.

### Les architectes québécois adoptent le système métrique

L'Association des architectes du Québec vient de confier à un Comité ad. hoc la tâche de préparer d'ici trois mois le passage au système métrique, appliquant ainsi la décision prise par le gouvernement fédéral il y a un an.

### Participation d'Hachette dans une société d'édition québécoise

La Société Hachette International Inc., filiale de Hachette Paris a acquis 45% des actions du Centre Éducatif et Culturel Inc., importante société québécoise d'édition de manuels scolaires. La valeur de transaction s'est élevée à \$2,000,000.

D'autre part, la Sté. Générale de Financement vient d'acquérir une participation de 50% dans ladite société.

### Pétrole

Aquitaine Co. of Canada Ltd. à Calgary investira en 1971 60 millions de dollars pour financer son expansion, auxquels viendront s'ajouter 32 millions de dollars consacrés à de nouvelles exploitations.

Le budget de recherche de nouveaux gisements (15 millions de dollars environ) sera dirigé essentiellement sur les régions au large de la Baie d'Hudson.

### Canchape Ltée

La région de la Mistassini est désormais accessible par avion. NORDAIR opérera à compter du 2 Juin, entre Montréal et Chibougamau, un service régulier par DC 3, 4 fois par semaine.

CANCHAPE LTÉE (Canada Chasse et pêche) agit comme opérateur, synchronisant les différentes phases du voyage et offre des forfaits au départ de Montréal pour la Réserve de la Mistassini, contrôlée par le Ministère du Tourisme de la chasse et de la pêche - Province de Québec, ou bien pour des camps extérieurs opérés par des pilotes de brousse qui sont aussi pourvoyeurs licenciés dans un secteur allant jusqu'au-delà du 52° latitude.

### STAGES

Avons plusieurs demandes de stages en provenance d'étudiants français, diverses fonctions (techniques ou commerciales) pour été 1971. Au cas où votre société serait disposée à accueillir un ou plusieurs étudiants, prière d'en aviser le Secrétariat de la Chambre.

# Une tradition de bons services bancaires

Depuis plus de cent ans, la Banque de Commerce a la réputation d'offrir les meilleurs services bancaires. Que vous soyez chez vous ou en voyage, confiez à la Banque de Commerce le soin de s'occuper de vos questions financières. Elle possède des succursales dans toutes les grandes villes canadiennes et vous offre les services bancaires les plus courtois et les plus commodes.



**BANQUE DE COMMERCE  
CANADIENNE IMPÉRIALE**

Président : Jacques Racine

## **C. E. Racine & Cie**

**LIMITÉE**

1909 - 1971

**Courtiers en Douane  
et Transitaires**

Membre de la Chambre de Commerce Française  
au Canada



Bureau chef :

Edifice Board of Trade

**300, rue du Saint-Sacrement**

Montréal 125

Téléphone : 849-5291

Succursales :

10,755 Côte de Liesse, Chambre 462

Dorval 760, Qué.

Tél. : 631-4641

5304, boulevard Newman

Chambre 229

Ville LaSalle, Qué.

Tél. : 363-2035

International Air Cargo Bldg.

ch. 216

Tél. : 636-7010

# canchape



Dépliants sur demande  
B.P. / Box 84 Place d'Armes  
407 McGill, Montréal 125  
**842-6661**

## NOS NOUVEAUX MEMBRES

### Membres actifs corporatifs :

DESCHENES, DE GRANDPRE, COLAS,  
GODIN & LAPOINTE

Délégués : Me Emile COLAS  
Me André PAQUETTE  
Me Olivier PRAT

G.M. PATRY LIMITED

Délégués : M. G.M. PATRY, Président  
M. J.G. PATRY, Directeur  
M. G. PATRY, Directeur

PECHINEY DEVELOPMENT LTD.

Délégué : M. A. HAILLOT, Vice-Prés. exécutif

### Membres actifs individuels :

- M. Paul BERNARD  
Agent manufacturier  
MONTREAL TOOLS CO. LTD.
- M. Michel BILLOT  
Économiste  
MHUN & ASSOCIÉS LTÉE
- M. Maurice BRISSETTE  
Gérant Général  
LA MACHINERIE IDÉALE CIE LTÉE
- M. Claude de COURVAL  
Mathématicien  
CANADIAN INDUSTRIES LTD.
- M. Claude DUBOIS  
Président  
H. DUBOIS & FILS LTÉE
- M. Roland DUVAL  
Président  
ROLAND DUVAL INC.
- M. Jean-Guy GAGNE  
Chef de production  
LA MACHINERIE IDÉALE CIE LTÉE
- M. Sarto GINGRAS  
Président  
LA MACHINERIE IDÉALE CIE LTÉE
- Me Pierre L. LAPOINTE  
Avocat
- M. Benoît MERCIER  
ASSOCIATION MEDI-TECH-SCIENCE
- M. Gilles ROBERT  
Graphiste  
GILLES ROBERT & ASSOCIÉS INC.
- M. Edouard VIENS  
Contre-maitre  
LA MACHINERIE IDÉALE CIE LTÉE

### Toronto - Membres actifs sociétés :

- C.J.B.C. RADIO CANADA  
Délégués : M. Pierre LAROSE, Directeur  
M. Jean-Raymond SAINT-CYR  
M. Guy PERRIER
- FRANK DEMPSEY & SONS LTD.  
Délégués : M. Frank DEMPSEY, Président  
Mrs Evelyn S. DEMPSEY  
M. Anthony E. DEMPSEY
- NATIONAL TRUST COMPANY  
Délégués : M. Robert LILLIE  
Mrs Barbara BOWYER  
M. Heather PENTLAND

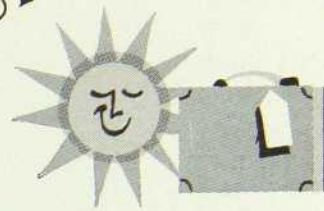
### Toronto - Membres actifs individuels :

- M. Robert E. BRIDGMAN  
ROBERT E. BRIDGMAN LTD.
- M. Raymond CALOZ, Vice-Prés.  
PANALPINA WORLD TRANSPORT LTD.

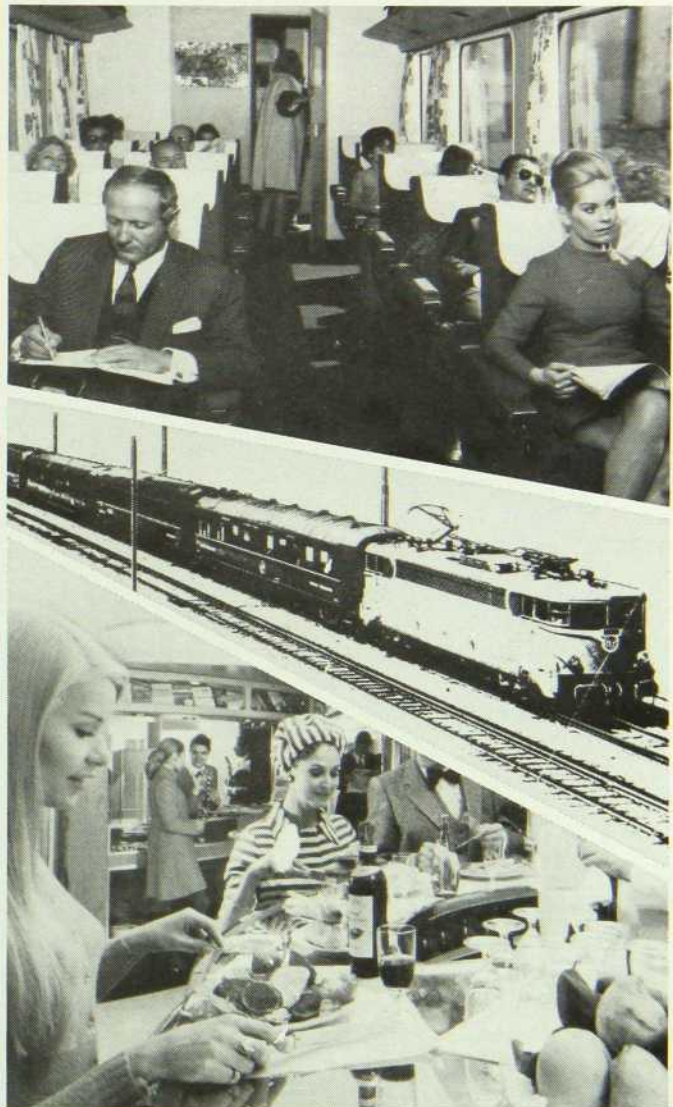
### Membres adhérents France :

- M. Christian GAUTHIER  
PESCHAUD & CIE FRANCE  
PRONUPTIA  
M. Henri MICMACHER, Prés. Dir. Gén.  
SCIERIE DU MANOIR POMPEY  
SOCIÉTÉ MAXIME GIRARD  
CIE FRANÇAISE THOMSON HOUSTON

POUR VOS VACANCES



OU VOS  
VOYAGES D'AFFAIRES



voyez la S.N.C.F. avant votre départ

VITESSE • EXACTITUDE • CONFORT

LES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
SONT À VOTRE SERVICE

Pour tous renseignements: sur billets à prix réduits, Eurailpass,  
etc., consultez votre agence de voyage ou les bureaux de la

**SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS**

Chambre 436, 1500, rue Stanley, Montréal, Tél.: 288-8255

**A. BAUMANN  
ET ASSOCIÉS**

ÉCONOMISTES-INGÉNIEURS  
CONSEILS

- Perspectives de marché et de rentabilité
- Evaluation et classification
- Organisation technico-administrative
- Regroupements d'entreprises
- Planification et coordination de projets

Montréal - 1015 St-Alexandre (801) 861-6089

**LETTE, MARCOTTE & BIRON**

AVOCATS et PROCUREURS

Raymond Lette, C.R.  
Jean Biron  
Daniel Jacoby  
Colin A. Gravenor Jr.

Léo C. Marcotte  
Jean-Pierre Sutto  
Jeannine Rousseau  
Philippe Lette

60, rue St-Jacques — Montréal 126

Tél. : 844.10.66

Bureau de Paris :

115, Boulevard Bineau — 92 Neuilly s/S — Tél : 742.81.52

**BREVETS D'INVENTION,  
MARQUES DE COMMERCE**  
EN TOUS PAYS

**MARION, ROBIC & ROBIC**

ci-devant

**MARION & MARION**

(Fondée en 1892)

2100, rue Drummond, Montréal 107  
Téléphone : 288-2152

**PÉNARROYA CANADA LIMITÉE**

Filiale de la Société Minière et  
Métallurgique de Péñarroya (Paris)

Exploration et  
Développement Minier

BUREAU PRINCIPAL

10, King St., East, Toronto, Ontario.

DIVISION EST

126, rue Saint-Pierre, Québec 2, P.Q. Tél.: 692-1845

DIVISION OUEST

1055, Hastings St., West, Vancouver, B.C.

**DESJARDINS, DUCHARME, DESJARDINS, CORDEAU & TELLIER**

Avocats

Guy Desjardins, C.R.  
Jean-A. Desjardins  
Claude Tellier  
Pierre A. Michaud  
Robert Demers  
Daniel Bellemare  
Michel Benoit  
André J. Major

Claude Ducharme, C.R.  
Marc-E. Cordeau  
Jean-Paul Zigby  
Michel Roy  
Andrée Limoges  
Réjean Lizotte  
C. François Couture

620 ouest, boulevard Dorchester, Montréal 101, P.Q.

Téléphone : 878-9411\*

**NOISEUX, LYONNAIS, GASCON, BÉDARD, LUSSIER, SÉNÉCAL & ASSOCIÉS**

Incorporant

**ANDRÉ ROCHETTE & CIE**

**GEORGES AUDET & CIE**

Comptables Agréés

PAUL NOISEUX, C.A.  
JEAN LUSSIER, C.A.  
GEORGES AUDET, C.A.  
PIERRE DESHARNAIS, C.A.  
JEAN-GUY CLOUTIER, C.A.

ROGER LYONNAIS, C.A.  
RENÉ SÉNÉCAL, C.A.  
GILLES POUPART, C.A.  
ANDRÉ BURLA, C.A.  
ROBERT DESLAURIERS, C.A.

LIONEL GASCON, C.A.  
MARCEL DEMERS, C.A.  
MARCEL LECOURT, C.A.  
DENIS BERGERON, C.A.  
JEAN-CLAUDE LEFEBVRE, C.A.

PIERRE BÉDARD, C.A.  
ANDRÉ ROCHETTE, C.A.  
MICHELLE HARDY, C.A.  
YVES ROBITAILLE, C.A.

MEMBRES DE

THE MANN JUDD INTERNATIONAL GROUP

Avec bureaux à Toronto, Winnipeg, Calgary, Vancouver, États-Unis, France, Grande-Bretagne,  
Belgique et autres pays.

215, rue St-Jacques, Montréal 849-7791

## PROPOSITIONS D'AFFAIRES

Les maisons intéressées par les propositions sous numéro de référence sont priées d'écrire au secrétariat de la Chambre en indiquant le numéro de référence.

Afin de nous permettre de transmettre les demandes à nos correspondants, les références bancaires et commerciales d'usage devront être fournies.

### OFFRES D'AGENCES OU DE PRODUITS FRANÇAIS

- A 1701 Graines potagères et graines de fleurs.
- A 1702 Poils fins (lièvre, chameau, chèvre, cachemire, Angora) sous forme de matière première classée semi-ouvrée ou ouvrée.
- A 1703 Recharges de gaz s'adaptant sur tous briquets.
- A 1704 Toiles à stores, pour articles de camping, ameublement, tentures, rideaux - bâches.
- A 1705 Linge de table du Pays Basque.
- A 1706 Poêles à mazout.
- A 1707 Bicyclettes adultes, enfants, et tricycles jouets.

### PRODUITS CANADIENS DEMANDÉS

- A 1708 Incinérateurs à double foyer permettant chauffage par incinération sciures et copeaux de bois, et/ou brûleur à mazout.
- A 1709 Granit noir ou de couleur foncée.

### À VENDRE

- A 1710 En FRANCE (Angers), quincaillerie (articles de ménage et de chauffage).  
Pour tous renseignements, contacter Me Hubert — notaire — Le Lion d'Angers, 49 — France.
- A 1711 En FRANCE à vendre, cause fatigue, important HÔTEL dans première Station de Vacances, Touristique, climatique et thermale de France, plaque tournante du Marché Commun, murs et Fonds, 3 étoiles. le meilleur emplacement dans le centre Thermal. Salle pour séminaire, Colloque. Face à un Palais de Congrès de 1500 places. Affaire en parfait état, de haute réputation culinaire et Gastronomique. Haute saison Mai Octobre. 160 Chambres — 260/280 lits. Superficie disponible totale : 5.000 m<sup>2</sup>. Construite 2100. Aéroport Internationale à 23 Kms. 20' en voiture.
- A 1712 A MONTREAL, épicerie fine Française (Charcuterie maison, boucherie, fromages importés, licence bière).  
Pour plus de renseignements contacter par écrit le Secrétariat de la Chambre

### PRODUITS FRANÇAIS DEMANDÉS

- A 1713 Poupées folkloriques et régionales.

### À LOUER

Sous-location, centre Montréal, appt. 3 1/2, usage professionnel possible.

## TRADE OPPORTUNITIES

The firms interested in the "Trade Opportunities" showing reference numbers should write to the Head Office of the French Chamber in Canada (Montreal). The letter should include the usual trade and banking references.

### FRENCH PRODUCTS AND/OR AGENCIES OFFERED

- A 1701 Vegetable & flower seeds.
- A 1702 Hare-camel-goat-cashmere-Angora hair, semi-processed or processed.
- A 1703 Universal refills for butane gaz cigarette-lighters.
- A 1704 Awnings, canvas for leisure furniture, camping, upholstery - tarpaulins.
- A 1705 Tablecloth from "Pays Basque", (South of France.)
- A 1706 Oil fuel heaters.
- A 1707 Adult & junior bicycles and toy tricycles.

### CANADIAN PRODUCTS WANTED

- A 1708 Double hearth heating incinerators using sawdust and wood shavings or/and oil fuel.
- A 1709 Black or dark granite.

### FOR SALE

- A 1710 In FRANCE (Angers) hardware store (household appliances and heating equipment.)  
For further information, contact Me Hubert — notaire — Le Lion d'Angers — 49 — France.
- A 1711 In FRANCE For sale, because of retirement, large hotel located in an important French holiday resort. Climatic and thermal station. Turn-table of the Common Market. Tangible and intangible assets to be sold. "3 étoiles". Best location in the thermal station itself. Convention hall. Opposite a Congress House of 1500 seats. Very well going business, with a great name in gastronomy. Best season May to October. 160 rooms. 260-280 beds. Total space available : 54,000 sq. feet. Space built : 23,500 sq. feet. International airport 15 miles away. 20 minutes by car.
- A 1712 MONTREAL — French Delicatessen (home-made "charcuterie" — meat — imported cheese, beer licence.)  
For further information write the French Chamber of Commerce (Montreal).

### FOR RENT

Sublet, downtown Montreal large 3 1/2, residence or office.

## MARTINEAU, WALKER, ALLISON, BEAULIEU, PHELAN & MACKELL

### AVOCATS

Le Bâtonnier Jean Martineau, C.C., C.R.  
Roger L. Beaulieu, C.R.  
André J. Clermont  
Maurice E. Lagacé  
F. Michel Gagnon  
Richard J. F. Bowie  
Jack R. Miller  
Serge D. Tremblay  
Jean L. C. Aubert  
Claude Lachance  
Stephen S. Heller

Robert H. E. Walker, C.R.  
Charles A. Phelan, C.R.  
John H. Gomery  
J. Lambert Toupin  
Edmund E. Tobin  
James A. O'Reilly  
Bruce Clevin  
Jean S. Prieur  
Claude H. Foisy  
André J. Therrien  
Pierrette Rayle

George A. Allison, C.R.  
Peter R. D. MacKell, C.R.  
Robert A. Hope  
Bertrand Lacombe  
C. Stephen Cheasley  
Robert P. Godin  
Michel Lassonde  
Michael P. Carroll  
James G. Wright  
Maurice A. Forget

AVOCAT-CONSEIL : HON. ALAN A. MACNAUGHTON, C.P., C.R.

3400, Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal 115

Téléphone : 395-3535

Adresse Télégraphique : "CHABAWA"



# les éditions françaises inc.

siège social :  
192, rue Dorchester, Québec 2  
case postale 3459, St-Roch, Québec 2

succursales :  
8440, boul. St-Laurent, Montréal 351

DISTRIBUTEURS EXCLUSIFS  
DES ÉDITIONS PEDAGOGIA  
ET POUR LE CANADA DES  
ÉDITIONS LAROUSSE

## BLAIN, PICHE, GODBOUT, EMERY, BLAIN & VALLERAND

AVOCATS ET PROCUREURS

Edifice Marine, 1405, rue Peel, Chambre 300, Montréal 110

Joseph Blain, c.r.  
Georges Emery, c.r.  
Jacques Brien  
Pierre Sauvé  
Robert Alain  
Jean Tremblay

Marcel Piché, s.m., c.r.  
Paul-Emile Blain, c.r.  
Guy Marcotte  
Pierre Tessier  
Gilles Trudel  
Yves Forget

Maurice-D. Godbout, c.r.  
Claude-R. Vallerand  
Paul Jolin  
Claude Nadeau  
Pierre Dozois  
Richard Daigneault

Téléphone : 849-1113

Adresse Télégraphique : "Mesdroits"  
Télex : 05-268861

## SAMSON, BÉLAIR, CÔTÉ, LACROIX ET ASSOCIÉS

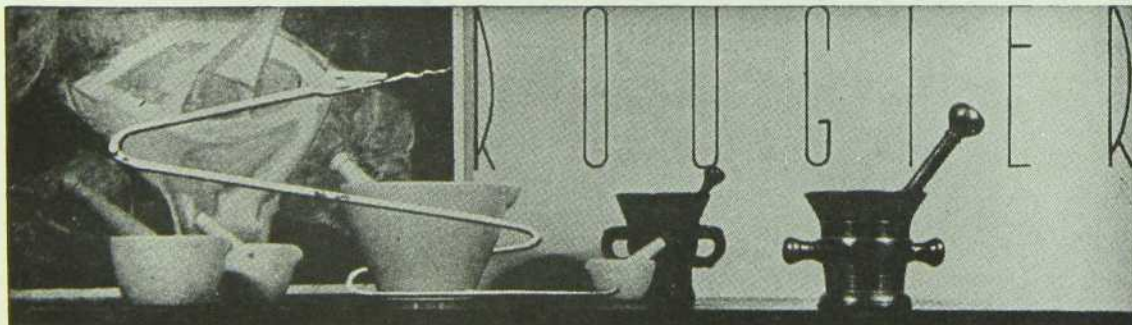
Comptables agréés

Suite 3100, Place Victoria, Montréal 115 — 861-5741

71, rue St-Pierre, Québec 2 — 692-1201

184, avenue de la Cathédrale, Rimouski — 724-4136

108 nord, Wellington, Sherbrooke, Qué. — 567-5259



2055, RUE FAVARD

Spécialités pharmaceutiques

MONTREAL 104

## NOTRE CARNET

### Nominations

Me Maurice Riel, C.R. est nommé au conseil d'administration du Trust Royal.

M. Gérard Plourde reçoit le Mérite Annuel 1970 des diplômés de l'Université de Montréal.

Me H. P. Lemay, C.R. est élu au conseil d'administration de la Cie. d'Assurance Canadienne Mercantile.

M. Jean Labonté est nommé sous-ministre adjoint au Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec.

M. Gérard H. Cloutier est nommé au poste de directeur général adjoint, direction des placements, à la Caisse de Dépôt et Placement du Québec.

Le Président de la Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal annonce l'élection de M. Philippe Roberge comme administrateur de la Banque pour succéder à M. Guy Vanier ayant atteint la limite d'âge.

M. François-Xavier Guérard est nommé Vice-Président de cette Banque.

M. Jean-Marc Roy est nommé gérant de l'expansion des services, succursale de Montréal, de la Société de Fiducie du Québec.

M. Marc Benoît, Président d'Asselin, Benoît, Boucher, Ducharme, Lapointe et Président de Tecsuit International Ltd., annonce la nomination de M. Jacques Cyr comme Vice-Président Exécutif de chaque compagnie.

Le Président de Dosco annonce la nomination de M. Terence F. Dancy, au poste de vice-président, Études techniques et Développement.

M. René Leclerc, Vice-Président et directeur général en chef de la Banque Canadienne Nationale et président de l'Association

des banquiers canadiens, est élu au conseil d'administration des Industries Domco Limitée.

M. St-Georges Cloutier, de notre Section de Québec, est nommé vice-président et secrétaire de l'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie.

Me Louis Tardif, Avocat de Québec, a été élu administrateur de la Compagnie de Fiducie, Prêt et Revenu.

M. Georges H. Mercier est nommé au poste d'administrateur et président du conseil de Montreal Refrigerating & Storage Ltd. Il a été également nommé administrateur de The Maritime Life Assurance Company.

Lorenzo Bélanger et Associés, Comptables Agréés, conjointement avec leurs collègues MM. J. Blanchot et A. Reydel de la Sté d'Études Économiques et d'Expertise Comptable de Paris, et de M. R. Pays de la Sté d'Études Comptables de St-Étienne annoncent qu'ils ont combiné leurs services professionnels internationaux avec ceux de M. F. J. Trevers, de Howard & Co. de Londres.

La Banque Provinciale du Canada annonce la nomination au siège social de la Banque de M. Henry Mhun, comme directeur du service de recherches économiques.

### Décès

Monsieur Gabriel Boussion est décédé à Montréal, le 9 février dernier. M. Boussion était membre de notre Chambre depuis de nombreuses années.

Aux membres de sa famille la Chambre de Commerce Française au Canada présente ses sincères condoléances.

## Deschênes, de Grandpré, Colas, Godin & Lapointe

### AVOCATS

JULES DESCHÊNES, C.R.  
ÉMILE COLAS, C.R.  
GILLES GODIN, C.R.  
BERNARD LASNIER  
RENÉ-C. ALARY  
JEAN-JACQUES GAGNON  
RICHARD DAVID  
MARC DESJARDINS  
GILLES FAFARD  
YANN HEURTEL  
MARC LAVIGNE  
HENRI MASSÛE-MONAT

PIERRE de GRANDPRÉ, C.R.  
BERNARD M. DESCHÊNES, C.R.  
GABRIEL LAPOINTE, C.R.  
ANDRÉ PAQUETTE  
JEAN CRÉPEAU  
OLIVIER PRAT  
LUCE DIONNE-BOURASSA  
ANDRÉ ROY  
HENRI LANCTÔT  
NOË LECLERC  
DOMINIQUE ZAURRINI

Conseils : LE BÂTONNIER ÉMILE POISSANT, C.R. — FERNAND CHAUSSÉ, C.R.

2501 Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal 115

Téléphone : 878-4311

# La Chambre de Commerce Française au Canada

## PRÉSIDENT D'HONNEUR

**Son Excellence Monsieur Pierre Siraud**  
Ambassadeur de France au Canada

## VICE-PRÉSIDENTS D'HONNEUR

**Étienne Coïdan**  
Consul Général de France

**M. Jean Trocmé**  
Conseiller Economique et Commercial  
près l'Ambassade de France

**M. Pierre Labadie**  
Conseiller Commercial de France  
Bureau de Montréal

## MEMBRES D'HONNEUR

**M. Bernard Lechartier**  
Ancien Président

**M. Raymond Treuil**  
Ancien Conseiller Commercial

**M. Bernard Leclerc**  
Ancien Président

**M. François Ducros**  
Ancien Vice-Président

**M. Louis Jalabert**  
Ancien Président

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT  
*M. Pierre Le Godec*

VICE-PRÉSIDENTS  
*M. Martin Forest*  
*M. Olivier Lecerf*

SECRÉTAIRE  
*M. Frédéric Dréville*

TRÉSORIER  
*M. Guy Chabot*

### CONSEILLERS

*MM. André Bachand*  
*Michel Baron*  
*Gilbert Bubendorff*  
*Emile Colas*  
*Philippe Dalle*  
*P. Desdemaines-Hugon*  
*François Faucher*  
*Louis La Rocque*  
*Roland Olivier*  
*Maurice Riel*  
*Maurice Sodoyer*  
*Marcel Théorêt*

### CONSEIL D'ARBITRAGE

*MM. Jacques Baylaucq*  
*Claude Boyer*  
*Patrice Jordan*  
*Joseph Klein*  
*Raymond Lette*  
*Régis de la Loyère*  
*Bernard de Massy*  
*Raymond Mazur*  
*Neil Phillips*  
*Georges Roy*  
*Jean-Paul Semeillon*  
*Etienne Spire*

DIRECTEUR GÉNÉRAL : *M. Bertrand Namy*

## NOS ANCIENS PRÉSIDENTS

M. SCHWOB, Fondateur de notre Chambre de Commerce .....	1886-1889	M. H. LEFEBVRE, Président de Dominion Potash Ltd. ....	1936-1938
M. C.-A. CHOUILLOU, Importation-Exportation ....	1890-1981	M. G.-P. VINANT, Président de Vinant Limitée ....	1939-1940
M. A. GIRARD, importation .....	1892-1893	M. A. TARUT, de O'Brien & Williams, Agents de change .....	1940-1945
M. E. GALIBERT, Directeur de E. Galibert & Fils (commerçants en peau et laine) .....	1893-1895	M. G.-P. VINANT, Président de Vinant Limitée ....	1946-1949
M. JOHN HERDT, Directeur général de Menier ....	1896-1897	M. H. DOLISIE, Président de Canadian Liquid Air Co. ....	1950-1951
M. E. GALIBERT, Directeur de E. Galibert & Fils	1898-1901	M. M. DHAVERNAS, Président de North American Utilities Corp. ....	1951-1953
M. H. JONAS, Directeur de H. Jonas & Cie (produits alimentaires et essences) .....	1902-1903	M. J. BENARD, Président de B.O.P. ....	1954-1955
M. C.-A. CHOUILLOU, Importation-Exportation ....	1904-1908	M. G.-P. VINANT, Président de Vinant Limitée ....	1955-1956
M. M. CHEVALIER, Directeur du Crédit Foncier Franco-Canadien .....	1909-1910	M. J.-G. CONTAT, Président et Directeur général de l'Hôtel Ritz Carlton .....	1956-1959
M. A.-F. REVOL, Directeur de la Maison Perrin Frères .....	1910-1912	M. B. LECHARTIER, Vice-Président, Directeur général du Crédit Foncier Franco-Canadien ....	1959-1961
M. J. OBALSKI, Ingénieur des Mines .....	1912-1915	M. JEAN PONSOT, Représentant au Canada de la Cie Nationale Air France .....	1961-1964
M. J.-R. GENIN, Importateur, Agent général de la Cie Générale Transatlantique .....	1915-1919	M. BERNARD LECLERC, Secrétaire général du Crédit Foncier Franco-Canadien .....	1964-1966
M. H. JONAS, Directeur de H. Jonas & Cie .....	1920-1927	M. PIERRE SALBAING, Président et Directeur général de Air Liquide Canada Limitée .....	1966-1967
M. M. QUEDRUE, Directeur général de la Cie Aérienne Franco-Canadienne .....	1928-1931	M. LOUIS JALABERT, Vice-Président, Directeur général de S.F.C.I., Ltée .....	1967-1968
M. M. NOUGIER, Directeur de Coronet Drug Co.	1932-1934	M. PIERRE Le GODEC, Vice-Président, Directeur général de Renault Canada Ltée .....	1968-
M. L. BESNARD, Représentant au Canada un groupement d'aciéries françaises .....	1935-1936		

Dans toutes ses usines, MICHELIN apporte le même soin à ses fabrications pour la production de pneumatiques de haute qualité pour tous les véhicules.



## LES USINES MICHELIN EN EUROPE

# SOCIÉTÉ FINANCIÈRE

POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE S.F.C.I. LTÉE

*Affiliée à la  
Banque Nationale de Paris,  
présente dans  
plus de 50 pays  
à travers le monde.*

**BNP**

## Services offerts à la clientèle

- Comptes en \$ Can. et \$ U.S.; délivrance de chèquiers;
- Acceptation de dépôts à demande et à terme, en dollars et autres devises;
- Émission de chèques de voyage en francs français et en dollars U.S.;
- Opérations de change; transferts de fonds vers tous pays;
- Financement d'opérations de commerce international;
- Ouvertures de crédits documentaires et encaissements d'effets et de remises documentaires; fournitures de lettres de garantie;
- Financement de marchandises en voie de transport ou entreposées;
- Toutes opérations de crédit commercial et industriel à court terme;
- Assistance aux compagnies canadiennes qui cherchent à prendre des participations à l'étranger ou à y installer des succursales ou des filiales;
- Assistance aux sociétés étrangères qui désirent installer au Canada des succursales ou des filiales, ou prendre des participations dans des compagnies canadiennes.



# SFCI.

**Montréal:** Tour de la Bourse, place Victoria — Tél.: 866-8712

**Québec:** 500 est, Grande-Allée — Tél.: 529-0457